

PRODUCTION HALIEUTIQUE

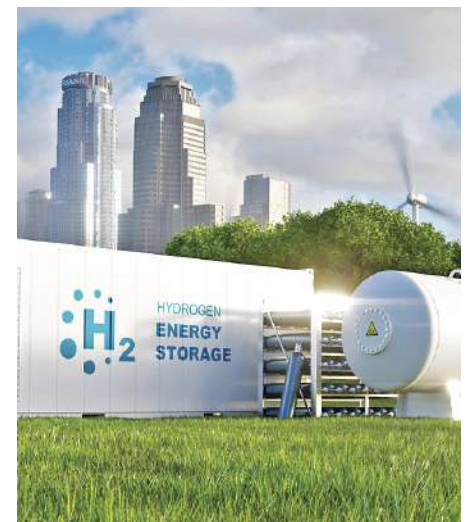
Un objectif de 160 000 tonnes à l'horizon 2030

Le secteur de la pêche en Algérie se prépare à un saut qualitatif majeur d'ici 2030, avec un objectif ambitieux : atteindre 160 000 tonnes de production halieutique. Cette stratégie, conçue pour renforcer la sécurité alimentaire du pays, repose sur un ensemble de réformes et d'initiatives visant à moderniser le secteur et à maximiser l'exploitation durable des ressources marines, a indiqué Djamel Boulkhessaim, inspecteur du ministère de la Pêche et des Produits halieutiques. P 3



SALON NAPEC 2024

Débat sur la production de l'hydrogène vert et ses défis en Algérie



La production de l'Hydrogène vert et ses défis en Algérie a été, mercredi à Oran, au centre des conférences entrant dans le cadre de la 3ème et dernière journée de la 12e édition du Salon professionnel international "Africa & Méditerrananean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC 2024).

P 2

PLF 2025

Création d'un nouveau Fonds dédié au développement économique et social

Le développement économique et social nécessite des ressources financières importantes pour permettre l'exécution de projets, tant au niveau national que local. Ces projets visent à améliorer les infrastructures, à stimuler l'activité économique, à encourager les investissements et à soutenir la création d'emplois.

P 5

COOPÉRATION

La présidente indienne achève sa visite d'Etat en Algérie

La présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, a achevé, mercredi, une visite d'Etat de quatre jours en Algérie, marquée par une volonté commune de renforcer davantage la coopération bilatérale et les échanges entre les deux pays.

P 5

CLÔTURE DU NAPEC 2024

Quatre conventions majeures signées

P 2

EXPOSITION DES PRODUITS ALGÉRIENS À L'ÉTRANGER

Plus de 150 entreprises nationales attendues à Doha

P 3

OUM EL BOUAGHI

Déstockage de à 17 153 quintaux de pommes de terre

P 3

L'ENTREPRISE "PÉTRO BARAKA" D'HUILES DE VÉHICULES
Priorité à l'approvisionnement du marché national avant l'export

L'entreprise privée "Péto Baraka", spécialisée dans la production d'huiles pour véhicules, œuvre à garantir l'approvisionnement du marché national en ses produits avant le recours à l'exportation, a souligné, mardi à Oran, son directeur commercial, Abderrezak Mabouadda. Dans une déclaration à l'APS, en marge de la 12ème édition du salon "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC 2024)", organisé depuis lundi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, M. Mabouadda a souligné que cette entreprise, qui a lancé sa production au niveau de son usine située dans la wilaya de Biskra, en 2019, produit actuellement 60.000 tonnes/an d'huiles pour véhicules, 10.000 tonnes de liquides de refroidissement et 10.000 tonnes de graisses, destinés totalement au marché national. Cette entreprise vise à doubler ses productions en quantité en améliorant la qualité, à travers deux nouvelles lignes de production programmées pour 2025, avant de se diriger vers l'exportation, ultérieurement, et satisfaire des demandes de pays d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, qui ont exprimé leur intérêt pour le produit algérien, après avoir obtenu les labels par des sociétés mondiales d'industries automobiles.

SALON NAPEC 2024

Débat sur la production de l'hydrogène vert et ses défis en Algérie

La production de l'Hydrogène vert et ses défis en Algérie a été, mercredi à Oran, au centre des conférences entrant dans le cadre de la 3ème et dernière journée de la 12e édition du Salon professionnel international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC 2024).

Par R.E.

A ce titre, plusieurs intervenants ont souligné l'intérêt que porte l'Algérie à la production d'hydrogène, compte tenu des potentialités énormes que recèle le pays, dont les ressources solaires, mais également ses défis, à commencer par son cadre réglementaire et le coût élevé de sa production. A ce titre, M. Badreddine Boutaghriout, chef de projet à la Direction centrale Recherche Et Développement du groupe Sonatrach, a mis l'accent sur le cadre réglementaire et normatif de la production de cette molécule, "sans lesquels des maillons de la chaîne de valeur de cette industrie ne peuvent exister". Il faudrait, selon l'intervenant, "mettre en œuvre un cadre réglementaire solide pour régir une activité aussi sensible et aussi importante pour le développement des économies".

Après l'accomplissement du cadre réglementaire, il faudrait aussi assurer la formation du capital humain, des talents et des compétences dans les centres de recherche et à travers une recherche adéquate, afin d'avoir un savoir-faire en la matière et des outils technologiques de pointe dédiés à cette filière, a-t-il ajouté. De son côté, Mme Lounis Lamia, responsable du Département des Etudes Economiques et Activités Associées à la Direction de Stratégie, Planification et Economie (SPE) de Sonatrach, a mis l'accent sur les coûts élevés de production de l'hydrogène "qui dépassent 6 dollars/kg, soit plus de 6 fois le coût de production de gaz naturel". A cet effet, elle a souligné l'importance d'"une véritable avancée technologique en la matière et l'appropriation des plus hautes technologies de pointe, mais aussi la nécessité de créer un tissu industriel d'entreprises de soutien au groupe Sona-

trach autour de cette industrie". Pour sa part, M. Salim Gherbi, chef du département de développement des projets dédiés à l'énergie renouvelable, a mis en avant l'importance d'adapter les installations industrielles au profit de la production de cette molécule, rappelant les différents accords signés, récemment, entre l'Algérie et ses partenaires pour la production de l'hydrogène, qui pourrait jouer un rôle crucial dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement de l'économie nationale. A noter que la 12ème édition du Salon professionnel international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC 2024) s'est déroulée, trois jours durant à Oran, et a été placée sous le thème: "Equilibrer les hydrocarbures et les énergies propres: vers un mix énergétique efficace".

CLÔTURE DU NAPEC 2024

Quatre conventions majeures signées

Envoyé spécial Hadi Réda

C'est hier 16 octobre, qu'ont pris fin les trois jours du Napec 2024. Le président du Napec Yacini Djaffar, qui a clôturé cette édition, l'a jugé réussie dans le sens où des conventions ont été signées avec des pays étrangers dont les Etats Unis. 54 pays y ont participé, avec 22 000 personnes entre participants, visiteurs et exposants. Et devant le succès de cette manifestation, des sources proches des organisateurs, ont assuré, qu'au-delà du bilan positif qui s'en est dé-

gagé, d'autres pays se disent intéressés. Dans un bilan provisoire succinct, Yacini Djaffar, a mis en relief la courbe positive du Napec, qui a atteint ses objectifs. En effet, cette dernière rencontre a permis des discussions poussées entre les participants, et beaucoup d'entre eux ont entamé des négociations avec à la clé des conventions de partenariats gagnant-gagnant. Il faut souligner encore, qu'outre des accords de principe de convention, entre partenaires nationaux et étrangers, l'approche préconisée par le Napec pour la promotion des

énergies renouvelables et du la décarbonation, a trouvé échos, et des entreprises étrangères ont pris attache avec des entreprises locales, pour entamer des discussions. Un état de fait appréciable, soulignent des experts, pour qui le marché algérien dispose d'atouts non négligeables. Des atouts qui ont été mis en avant lors du bilan provisoire de cette édition, par Yacini, pour qui c'est le fait immédiat de la loi sur l'investissement récemment promulguée. La satisfaction était générale, parmi les exposants, qui disent tous fonder de grands espoirs dans le marché al-

gérien, et le trouve attractifs et sécurisé. Si les potentialités sont grandes, beaucoup assurant que le chemin pour une vraie décarbonation est encore long et les investissements à faire conséquents. En conclusion de son bilan Yacini a tenu à remercier l'esprit d'initiative des sociétés algériennes, qui ont pris part à l'évènement et les efforts fournis en l'occurrence. S'agissant du thème et de la date du prochain Napec, Yacini a assuré que son équipe y travaille, tout en précisant que ce type de rencontre est le résultat d'un travail minutieux, et que la réussite en dépend.

EXPLORATION D'HYDROCARBURES

Vers le lancement de projets en offshore à partir de 2025 ou 2026

Le chef du Comité directeur de l'Agence nationale pour la Valorisation des Ressources en Hydrocarbures (ALNAFT), Mourad Beldjeham, a fait part, mardi à Oran, de la possibilité d'annoncer des projets d'exploration d'hydrocarbures en mer (offshore) sur les côtes algériennes, dans le cadre des appels d'offres qui seront annoncés en 2025 ou 2026. Beldjeham a fait part, lors d'une conférence de presse au cours de la deuxième journée de la 12ème édition du Salon "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC

2024)", organisé au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" à Oran, de l'existence d'études préparatoires pour l'exploration des hydrocarbures en mer, au large des côtes algériennes, qui ont abouti à des preuves préliminaires de la présence de pétrole, ce qui permet l'annonce de projets d'exploration et de forage au cours de l'année 2025 ou 2026. Le même responsable a salué l'importance des réformes constatées dans la loi sur les hydrocarbures, qui comporte d'importantes incitations, notamment sur l'aspect fiscal pour les investisseurs internationaux, les faisant venir en

Algérie, et c'est ce qui a été relevé lors des négociations en cours avec le groupe Sonatrach pour le forage et l'exploration, sachant que des sociétés suédoises, américaines et saoudiennes participent, pour la première fois, à des négociations avec ce groupe. Il a ajouté que l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures ALNAFT est en contact permanent avec les représentants des grandes compagnies internationales intéressées à investir dans le secteur énergétique en Algérie, lors de l'élaboration des projets inclus dans l'appel d'offres annoncé, hier lundi à Oran,

et même le jour de l'annonce de l'appel d'offres par les entreprises participant au "NAPEC 2024", qui ont exprimé leur intérêt à participer à l'appel d'offres. M. Beldjeham a souligné que l'agence "ALNAFT" a préparé 17 projets d'exploration d'hydrocarbures, dont six ont été inclus dans l'appel d'offres international annoncé hier, et le reste sera inclus dans les prochains appels d'offres, sachant qu'il a été décidé de lancer un appel d'offres par an et cela s'inscrit dans le cadre de la stratégie quinquennale développée par ALNAFT dans ce domaine.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRODUCTION HALIEUTIQUE

Un objectif de 160 000 tonnes à l'horizon 2030

Le secteur de la pêche en Algérie se prépare à un saut qualitatif majeur d'ici 2030, avec un objectif ambitieux : atteindre 160 000 tonnes de production halieutique. Cette stratégie, conçue pour renforcer la sécurité alimentaire du pays, repose sur un ensemble de réformes et d'initiatives visant à moderniser le secteur et à maximiser l'exploitation durable des ressources marines, a indiqué Djamel Boulkhessaim, inspecteur du ministère de la Pêche et des Produits halieutiques, lors d'une interview à la radio nationale.

Par Mourad A.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Djamel Boulkhessaim a expliqué que, pour atteindre cet objectif, les autorités algériennes ont lancé une série de mesures destinées à améliorer les techniques de pêche et à promouvoir des pratiques plus efficaces et durables. Parmi ces actions, le développement de la pêche hauturière occupe une place centrale. En facilitant l'accès aux zones de pêche en haute mer, le gouvernement vise à diversifier les lieux d'exploitation tout en préservant les écosystèmes côtiers. Le soutien au secteur de l'aquaculture, considéré comme un pilier de cette stratégie, s'intensifie également. Ce segment en pleine expansion permet d'augmenter la production de produits aquatiques tout en réduisant la pression sur les ressources marines traditionnelles. L'objectif est de combiner l'aquaculture et la pêche en haute mer pour répondre à la demande croissante en produits de la mer tout en assurant une gestion durable des ressources. Cette stratégie a donné de résultats positifs. Selon les derniers chiffres du ministère de la Pêche, une croissance de 23% a été enregistrée en 2024, avec prévision d'augmentant la production nationale à 120 000 tonnes d'ici fin d'année. Ainsi, pour encourager les acteurs du secteur à moderniser leurs équipements et à améliorer leurs performances, l'inspecteur a indiqué que le gouvernement a introduit des mesures incitatives, telles que l'importation de moteurs de moins de cinq ans

pour les navires de pêche. Ces moteurs modernes permettent aux pêcheurs d'accéder aux zones de pêche les plus éloignées, tout en optimisant les coûts d'exploitation. Cette réduction des coûts se traduit par une baisse des prix des produits de la mer sur le marché intérieur, ce qui contribue à améliorer l'accès des Algériens à des sources de protéines de qualité. Djamel Boulkhessaim a également souligné le rôle clé de l'aquaculture dans cette stratégie, particulièrement en ce qui concerne l'intégration de l'élevage de poissons dans les systèmes agricoles. L'élevage du tilapia dans les bassins d'irrigation, par exemple, permet aux agriculteurs de diversifier leurs revenus tout en améliorant la fertilité des sols. Cette approche maximise l'utilisation des ressources disponibles et rend la production alimentaire plus résiliente face aux défis climatiques. Les autorités prévoient également des incitations fiscales pour les producteurs de tilapia, avec une prime à la production de 50 dinars par kilogramme et des exonérations fiscales sur les ventes. Ces mesures visent à stimuler l'investissement dans l'aquaculture et à augmenter la production locale de protéines animales, contribuant ainsi à réduire la dépendance aux importations alimentaires. Pour accompagner cette dynamique de croissance, un système de surveillance à distance des navires de pêche a été mis en place. L'invité de la radio a indiqué que ce dispositif permet de renforcer la sécurité des opérations en mer tout en garantissant une gestion plus rigoureuse des zones de pêche. La cartographie des zones ex-

ploitables et la surveillance des navires assurent une exploitation durable des ressources halieutiques et limitent la surexploitation. Par ailleurs, l'innovation joue un rôle essentiel dans cette stratégie de modernisation. Avec 82 start-ups labellisées « projet innovant » dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, le secteur bénéficie d'une vague de technologies et d'applications numériques destinées à améliorer les services publics et privés. Ces innovations favorisent une gestion plus efficiente des ressources et une meilleure performance du secteur. Pour sa part, Mohamed Bengrina, Secrétaire général du Ministère de la Pêche et des Produits Halieutiques, a expliqué dans son allocution prononcée hier à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2024, placée sous le slogan : « Le droit à l'alimentation... pour une vie et un avenir meilleur... Ne laissez personne de côté » a souligné que l'intégration de l'aquaculture dans les systèmes agricoles traditionnels est l'un des axes stratégiques pour augmenter la production alimentaire tout en optimisant l'utilisation des ressources. « L'élevage de poissons comme le tilapia dans les bassins d'irrigation constitue un exemple réussi de cette synergie. En plus de fournir une nouvelle source de revenus pour les agriculteurs, ce système améliore la fertilité des sols grâce à l'eau enrichie en nutriments, réduisant ainsi le recours aux engrais chimiques. Cette approche permet non seulement de soutenir la production alimentaire, mais également de renforcer la durabilité des pratiques agricoles », conclut-il.

EXPOSITION DES PRODUITS ALGÉRIENS À L'ÉTRANGER

Plus de 150 entreprises nationales attendues à Doha

Plus de 150 entreprises nationales publiques et privées participeront à l'Exposition des produits algériens prévue du 22 au 26 octobre à Doha (Qatar). Ces entreprises représentent différents domaines d'activité économique et commerciale, dont les industries agroalimentaires, manufacturières, pharmaceutiques, mécaniques et électroménagers, ainsi que le Bâtiment et les travaux publics (BTP). Des espaces de vente seront réservés lors de cette manifestation économique qu'abritera le Centre des expositions et des conférences de Doha (DECC). Cette première édition de l'Exposition des produits algériens s'inscrit dans le cadre de la politique de diversification économique adoptée par le gouvernement algérien consistant à encourager les exportations hors hydrocarbures et à

faire la promotion des produits algériens à l'étranger. Il est prévu, en marge de l'Exposition, la tenue d'un Forum économique algéro-qatarie le 23 octobre, qui verra la participation de 200 opérateurs économiques avec pour objectif d'explorer les voies de renforcement de la coopération économique et des échanges commerciaux entre l'Algérie et le Qatar, pays frère, d'encourager l'investissement mais aussi d'appuyer les opportunités de partenariat entre les entreprises et les hommes d'affaires des deux pays dans divers secteurs. Elle sera, également, ponctuée d'interventions et d'exposés sur le climat des affaires en Algérie et les opportunités d'exportation disponibles dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), et de plusieurs rencontres B2B entre les opé-

rateurs économiques et les hommes d'affaires des deux pays. Les manifestations de cet événement économique majeur seront organisées par la Société algérienne des foires et expositions (SAFEX), sous l'égide du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, et avec la participation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et de la Chambre algérienne du commerce et d'Industrie (CACI). Cette exposition est organisée en étroite coordination avec l'ambassade d'Algérie au Qatar ainsi que la Chambre de commerce et d'industrie du Qatar, et l'Association des hommes d'affaires qataris, et en contact permanent avec le ministère qatari du Commerce et de l'Industrie, Qatar Tourism et l'ensemble des établissements qataris concernés.

R E.

OUM EL BOUAGHI

Déstockage de à 17 153 quintaux de pommes de terre

Une opération de déstockage de pommes de terre conservées en chambres froides vient d'être entamée dans la commune d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi) dans l'optique d'en réguler le prix sur le marché, a-t-on indiqué, mercredi, à la direction des services agricoles (DSA). La responsable du service de l'organisation de la production et de l'appui technique, au sein de cette direction, Nadia Chibane, a précisé qu'il s'agit de déstocker une quantité de pommes de terre estimée à 17.153 quintaux, dont plus de 6.300 quintaux ont déjà été commercialisés dans les wilayas de Mila, de Sétif et de Boumerdès. L'opération de déstockage de ce tubercule depuis les chambres froides "est toujours en cours", a-t-elle fait savoir, ajoutant, par ailleurs, que la récolte de pommes de terre de saison se "déroule bien" dans la wilaya d'Oum El Bouaghi et a donné lieu au ramassage, jusqu'à présent, de 49.470 quintaux sur une superficie de 215 hectares, avec un rendement de 230 quintaux à l'hectare. Le déstockage de pommes de terre et leur mise sur le marché "contribueront à la réduction du prix de vente de ce tubercule qui a dépassé ces dernières semaines, les 100 dinars le kilogramme dans la plupart des marchés de détail du pays", a-t-on souligné de même source.

BECHAR

Une superficie de 1.000 hectares ciblée par la campagne labours-semailles

La campagne labours-semailles de la saison agricole 2024-2025 cible dans la wilaya de Bechar une superficie de 1.000 hectares (ha), extensible à 3.300 ha dans les zones d'épandage, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Parmi la superficie retenue de 1.000 ha, 340 ha sont consacrés à la culture du blé dur, 570 ha à l'orge, 59 ha à l'avoine et un (1) ha au blé tendre, a détaillé le premier responsable de la DAS, Abderrahmane Rahmouni. Ces superficies seront étendues à 3.300 autres hectares dans les zones d'épandage, et ce à la faveur des pluies qui s'abattent régulièrement sur la région depuis le début du mois de septembre et aussi du remplissage des puits et autres retenues collinaires à travers plusieurs localités de la wilaya, a-t-il ajouté. Pour la concrétisation des objectifs de cette campagne labours-semailles, une quantité de 1.501 quintaux de semences de blé dur, blé tendre, orge et avoine a été mobilisée par l'antenne locale de la Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS), a-t-il signalé. Les services techniques de la DSA s'activent à fournir les moyens et l'accompagnement nécessaires pour la réalisation des objectifs de cette campagne labours-semailles, en orientant les agriculteurs dans tous les domaines liés à l'amélioration et le renforcement de la production, a assuré le même responsable.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED
7 individus placés sous mandat de dépôt pour trafic de drogue

Sept (7) individus ont été placés sous mandat de dépôt dans deux (2) affaires liées à la saisie de 572 kg de kif traité et de près d'un (1) kg d'or, ainsi que de deux (2) armes et des munitions de divers types, a indiqué, mardi, un communiqué du parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger). "Conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, à compétence territoriale étendue, informe l'opinion publique que dans le cadre de lutte contre les crimes de drogue et de blanchiment de leurs revenus criminels, le Pôle pénal spécialisé a traité deux affaires liées à la saisie dans la circonscription judiciaire des tribunaux d'El Affroun et de Laghouat, d'une quantité totale de 572 kg de kif traité, de près d'un (1) kg d'or, de deux (2) armes et des munitions de divers types, des jumelles, des véhicules et des sommes en monnaie nationale et en devises", précise le communiqué. L'enquête a permis "l'arrestation de 10 suspects, qui ont été déferés devant le parquet de la République les 10 et 15 octobre 2024", ajoute la même source, affirmant qu'une information judiciaire "a été ouverte à leur encontre pour les chefs d'inculpation suivants: importation illégale de drogue, possession et transport de drogue aux fins de trafic dans le cadre d'un groupe criminel organisé, ainsi que blanchiment d'argent, possession d'armes, de munitions et d'équipements sensibles". Après avoir auditionné les mis en cause, le juge d'instruction a ordonné le placement de sept d'entre eux sous mandat de dépôt et de trois autres sous contrôle judiciaire, conclut le communiqué.

INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE

Aoun reçoit le PDG de la société chinoise ELINC

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, mardi à Alger, le Président directeur général (PDG) de la société chinoise ELINC, M. Li Li Gong avec lequel il a évoqué les moyens de développer la coopération bilatérale dans le secteur industriel, notamment dans les industries électroniques, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence d'une délégation de haut niveau accompagnant le PDG de la

société ELINC, filiale du Groupe CEC spécialisé dans les industries électroniques et les systèmes de protection électroniques, précise la même source. Lors de cette réunion, M. Aoun a suivi un exposé exhaustif sur la société chinoise, établie en Algérie depuis plus de 20 ans, et les moyens de développer la coopération bilatérale dans le secteur industriel, notamment dans le domaine des industries électroniques de base et des technologies de la communication. A l'issue de l'exposé, "le ministre a salué la

place, le niveau de maîtrise des technologies modernes et la contribution active de la société ELINC au développement de ces domaines en Algérie", ajoute le communiqué. Le ministre a, également, appelé à la nécessité d'intensifier les activités de la société en Algérie et d'aller vers la fabrication "de tout ce dont le marché algérien a besoin" dans le domaine électronique, outre l'établissement de partenariats industriels selon le principe gagnant-gagnant.

MONNAIES

La livre recule face au dollar et à l'euro

La livre fléchit mercredi face au billet vert et à l'euro après la publication d'une inflation britannique inférieure à la cible de la Banque d'Angleterre (BoE), qui pourrait l'inciter à baisser ses taux en novembre. La livre tombait dans la matinée de 0,48% face au dollars, à 1,3011 dollar, après avoir tou-

ché un plus bas depuis fin août, à 1,2983 dollar. La devise britannique perd également 0,47% contre à la monnaie européenne, à 83,71 pence pour un euro. Cette chute fait suite à la publication par l'office national britannique des statistiques "ONS" de l'inflation britannique en septembre: 1,7% sur un an, son niveau le plus

bas depuis trois ans. Ce chiffre est moins élevé que celui escompté (le consensus des économistes interrogés par Bloomberg misait sur un ralentissement à 1,9%) et largement en-deçà de l'objectif de 2% de la Banque d'Angleterre (BoE). "Une réduction des taux d'intérêt d'un quart de point de pour-

centage, de 5% à 4,75%, lors de la réunion de politique monétaire de novembre semblait déjà acquise avant la publication d'aujourd'hui", estiment des analystes. Face à la devise américaine, l'euro a en conséquence atteint mercredi un nouveau plus bas depuis début août, à 1,0875 dollar.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 74 dollars à Londres

Les cours du pétrole restent bas mercredi, le marché étant préoccupé par la faiblesse de la demande mondiale et écartant le risque d'une escalade majeure de la situation au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prend 0,19% à 74,39 dollars vers 10h30. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate

(WTI), pour livraison en novembre, s'apprécie de 0,23% à 70,44 dollars. Les analystes estiment que la crainte d'un risque imminent sur l'offre de pétrole a été remplacée par "un pragmatisme froid et calculé". La détérioration des perspectives de la demande mondiale est l'une des principaux facteurs de cette chute importante du cours du brut, expliquent-ils.

CONSEIL DE LA NATION

Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

Le Conseil de la nation tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, indique mercredi un communiqué du Conseil. Les questions concernent les secteurs de l'Agriculture et du Développement rural, du Transport, de la Santé, ainsi que du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, précise la même source.

La Chine lance un nouveau satellite d'observation de la Terre

La Chine a envoyé mercredi un nouveau satellite d'observation de la Terre dans l'espace depuis le Centre de lancement de satellites de Jiuquan, dans le nord-ouest de la Chine. Le satellite Gaofen-12 05 a été lancé à 7h45 (heure de Pékin) par une fusée porteuse Longue Marche-4C et est entré avec succès sur l'orbite prédéterminée. Il sera utilisé dans divers domaines, tels que l'arpentage, l'urbanisme, la conception du réseau routier, les estimations de rendement des cultures et la lutte contre les catastrophes. Ce lancement marque la 540e mission de vol de la série de fusées porteuses Longue Marche.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 octobre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	88	106	70	البطاطا
	Tomate	114	136	92	الطماطم
	Oignon sec	50	56	43	البصل الجاف
	Ail sec	416	478	353	الثوم الجاف
	Carotte	80	89	70	الجزر
	Navet	108	120	95	لفت
	Poivron	117	133	101	الفلفل الأخضر
	Piment	133	151	114	الفلفل الحار
	Courgette	146	161	132	الكوسة
	Haricot vert	214	237	190	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	124	138	111	الخس
	Pomme locale	354	458	251	التفاح المحلي
	Datte	508	640	375	التمر
	Melon	101	114	88	البطيخ الأصفر
	Pastèque	91	100	81	البطيخ الأحمر
	Poire	392	478	307	الإجاص
	Raisin	197	247	147	العنب
Produits d'origine animale	Banane	396	412	380	الموز
	Viande bovine locale	1783	1917	1649	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	410	423	397	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	99	88	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	425,00	0,00	4,13	-0,87	8,20	7,06	126	53 550,00
BIOPHARM	BIO	2 290,00	NC	0,00	2,69	-1,13	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 289,00	NC	0,00	0,62	-0,00	12,04	5,46	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-4,97	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-16,02	2,03	-	0	0,00

PLF 2025

Création d'un nouveau Fonds dédié au développement économique et social

Le développement économique et social nécessite des ressources financières importantes pour permettre l'exécution de projets, tant au niveau national que local. Ces projets visent à améliorer les infrastructures, à stimuler l'activité économique, à encourager les investissements et à soutenir la création d'emplois.

Par Sirine R

Face à ces besoins, l'État doit disposer d'instruments financiers dédiés, qui garantissent à la fois la flexibilité et l'efficacité dans la mobilisation et l'utilisation des fonds. C'est dans ce sillage qu'il a été proposé la création d'un Fonds de solidarité et de soutien au développement économique et social, dans le projet de loi de finances (PLF) 2025. « Il est ouvert dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale n°302-155, intitulé : "Fonds de solidarité nationale et de soutien au développement économique et social" », lit-on dans le PLF 2025. Ce compte retrace, en recettes, les dotations éventuelles du budget de l'État ; une contribution des établissements et entreprises publics, quelle que soit leur nature, fixée à 3% des résultats nets après impôts ; les contributions volontaires de toute personne physique ou morale ; les dons et legs ; et autres recettes. En dépenses, le financement des projets et actions lancés au titre de la solidarité nationale et de soutien au développement économique et social. L'ordonnateur principal de ce compte

est le ministre chargé des finances. La réalisation des opérations de dépenses sur ce compte peut être confiée à des organismes publics par voie de convention. Ce Fonds constitue ainsi un outil stratégique pour permettre le financement de projets de développement prioritaires. En créant un cadre spécifique de gestion des recettes et des dépenses, ce fonds vise à accroître l'efficacité dans la mise en œuvre des politiques de développement économique et social, tout en diversifiant les sources de financement. Dans son exposé de motifs, le gouvernement explique que l'ouverture du compte d'affectation spéciale n°302-155 intitulé « Fonds de solidarité nationale et de soutien au développement économique et social » a pour objectif principal de centraliser les ressources destinées à soutenir et dynamiser le développement économique et social du pays, à travers la mobilisation de fonds issus de diverses sources. En outre et afin d'assurer la pérennité du Fonds, plusieurs sources de financement ont été envisagées, à savoir, des dotations du budget de l'État : le budget de l'État constituera une source essen-

tielle de financement, témoignant de l'engagement des pouvoirs publics envers la solidarité. Il y a également les contributions des établissements et entreprises publics. Le PLF 2025 a fait savoir qu'une contribution de 3 % des résultats nets des entreprises publiques permettra de mobiliser des ressources significatives et de responsabiliser le secteur public. Ajoutant à cela, les contributions volontaires, dons et legs. « Le fonds encouragera les dons et contributions volontaires des citoyens et des entreprises, renforçant ainsi l'adhésion à l'esprit de solidarité et créant un cadre pour canaliser les apports privés et philanthropiques vers des projets à fort impact économique », précise-t-elle la même source. Quant à la gestion du fonds, elle sera assurée par le ministre chargé des finances, garantissant ainsi une supervision rigoureuse des opérations financières. En outre, les opérations de dépenses pourront être confiées à des organismes publics par voie de convention, permettant une mise en œuvre efficace des projets tout en assurant la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des ressources.

COOPÉRATION

La présidente indienne achève sa visite d'Etat en Algérie

La présidente de la République de l'Inde, Mme Droupadi Murmu, a achevé, mercredi, une visite d'Etat de quatre jours en Algérie, marquée par une volonté commune de renforcer davantage la coopération bilatérale et les échanges entre les deux pays. Au cours de cette visite, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, au siège de la Présidence de la République, des entretiens en tête à tête avec son homologue de la République de l'Inde, lesquels ont été élargis aux membres des délégations des deux pays. Dans un point de presse conjoint à l'issue de ces entretiens, le président de la République s'est félicité des « relations historiques » entre l'Algérie et l'Inde, soulignant que les deux parties sont convenues de « promouvoir les domaines d'investissement et les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Inde, de même qu'il sera procédé à la préparation de la prochaine session de la commission mixte de coopération et de consultation politique ainsi que des rencontres d'hommes d'affaires au service des efforts de renforcement des relations bilatérales ». Il a relevé également, sur le plan interna-

tional, « une convergence de vues » entre les deux pays qui sont convenus de « poursuivre les efforts pour la paix et la stabilité ». Pour sa part, la présidente de la République de l'Inde, a affirmé que l'Algérie et l'Inde sont déterminées à « hisser leurs relations bilatérales à un niveau très élevé », en mettant l'accent sur l'investissement, saluant par la même occasion, l'engagement du président, M. Abdelmadjid Tebboune, à promouvoir la coopération aux plans bilatéral et multilatéral. Au cours de sa visite, Mme Droupadi Murmu s'est rendue au pôle scientifique et technologique "Chahid Abdelhafid-Ihaddaden" à Sidi Abdellah (Alger), où le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, lui a remis le titre de Docteur Honoris causa que lui a décerné le Président de la République pour ses efforts au service de la science et du savoir. Elle a également visité les sites archéologiques dans la wilaya de Tipasa et le jardin d'essais d'El Hamma à Alger. D'autre part, Mme Droupadi Murmu a coprésidé avec le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, les tra-

vaux du Forum économique algéro-indien qui a réuni plus de 300 hommes d'affaires et opérateurs économiques des deux pays, représentant plusieurs secteurs et domaines économiques et d'investissement. La présidente indienne a affirmé, lors de ce forum, que la croissance accélérée de l'économie algérienne au cours de ces dernières années constituait une opportunité pour développer le partenariat économique entre les deux pays et amorcer « une nouvelle ère » de coopération bilatérale dans différents domaines. Après avoir salué les réformes initiées par l'Algérie dans divers domaines économiques et d'investissement, Mme Murmu a indiqué que l'Inde « est un partenaire de développement solide pour l'Algérie », soulignant que les opportunités d'investissement restent ouvertes dans plusieurs secteurs tels que l'énergie, les engrais, l'industrie pharmaceutique et les énergies renouvelables. Les travaux de ce forum ont été clôturés par un accord sur l'établissement de relations d'affaires et de partenariats fructueux et mutuellement bénéfiques.

R E.

CONSTANTINE Programme de perfectionnement dans la dinanderie

Un programme de perfectionnement ciblant les artisans activant dans la dinanderie a été lancé dans la wilaya de Constantine, a annoncé mercredi la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM). Le programme a pour objectif de "développer la dinanderie constantinoise, un art ancestral reflétant la richesse du patrimoine de l'antique Cirta", a indiqué le directeur de la Chambre, Abdelghani Sifar. Il est encadré par des professionnels turcs, qui partageront, dans le cadre d'ateliers, leur expérience et connaissances en matière de dinanderie, un art ornemental d'inspiration turque, a-t-il ajouté. Le programme de perfectionnement, dont d'une partie se fera au centre de dinanderie de la cité Daksi-Abdeslam de la ville de Constantine, devra se poursuivre via des vidéoconférences entre des dinandiers et des encadreurs turcs, a souligné le responsable, mettant l'accent sur "l'importance de ce programme dans la promotion de ce métier traditionnel, qui constitue un pan important du riche patrimoine local". Il s'agit-là, a relevé M. Sifar, d'une opération destinée à promouvoir et à préserver cet art qui constitue également un créneau "à même de contribuer au développement économique de la wilaya". Le directeur de la CAM a souligné que ce programme ciblant le métier de dinandier "contribuera à garantir la qualité et la compétitivité des produits réalisés à base de cuivre qui attirent des clients de tous horizons".

BECHAR Ouverture le début de l'année prochaine de la nouvelle faculté de médecine

La nouvelle faculté de médecine de 2.000 places de l'Université Tahri Mohamed de Bechar (UTMB) sera ouverte aux étudiants le début de l'année prochaine, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya. Cette imposante structure de l'enseignement supérieur, où le wali, Mohamed Said Ben Kamou s'est récemment rendu pour effectuer une visite d'inspection du chantier en voie de finalisation, sera inaugurée le début de l'année prochaine, en vue de renforcer les structures du secteur de l'enseignement supérieure et de la recherche scientifique dans la région, notamment en matière de formation des praticiens de la santé et la promotion de la recherche médicale, a-t-on indiqué. Implantée au nouveau pôle universitaire de Lahmar (nord de Bechar) sur plus de cinq (5) hectares, la nouvelle faculté de médecine permettra la délocalisation de l'actuelle faculté qui n'arrive plus à répondre adéquatement aux besoins pédagogiques, a-t-on expliqué de même source. Une enveloppe de plus de deux (2) milliards DA a été dégagée, au titre du programme sectoriel, pour la concrétisation de ce projet universitaire doté de huit (8) bâtiments et comprenant quatre (4) amphithéâtres d'une capacité d'accueil globale de 1.000 places, six (6) salles de travaux dirigés (TD), vingt-quatre (24) laboratoires, quarante (40) bureaux pour les différentes utilités scientifiques et pédagogiques, en plus d'une bibliothèque de 250 places et d'autres servitudes, a ajouté la source. 120 étudiants sont inscrits cette année en faculté de médecine, soit une hausse de cent pour cent par rapport aux années passées, selon les services de la wilaya.

CONSTANTINE
Plus de 91.000
hectares consacrés
à la culture des
céréales durant la
campagne agricole
2024-2025

Une superficie de 91.546 hectares est consacrée à la céréaliculture dans la wilaya de Constantine, dans le cadre de la campagne labours-semailles de la saison 2024-2025, a-t-on appris mardi d'un cadre de la direction des Services agricoles (DSA). Le chef du service d'organisation de la production et d'appui technique, Zine El Abidine Bendjaballah, a expliqué, à l'APS, que 63.440 hectares de la superficie globale sont dédiés au blé dur, 18.600 ha au blé tendre, 8.000 ha à l'orge et 1.600 ha à l'avoine. Selon le responsable, la superficie destinée aux céréales a connu une "légère augmentation" par rapport à la saison précédente, 91.000 ha ayant été consacrés à cette filière en 2023-2024, ce qui représente une hausse de 546 hectares. D'autre part, M. Bendjaballah a assuré que la DSA a mobilisé, en coordination avec différents partenaires, tous les moyens nécessaires pour assurer le succès de cette nouvelle campagne de labours-semailles, qui est sur le point d'être lancée.

TISSEMSILT
Approbation de
plus de 340
dossiers d'accès
au crédit
«R'fig»

Les dossiers de plus de 340 agriculteurs désirant accéder au crédit "R'fig" ont été approuvés, dans la wilaya de Tissemsilt, par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), a-t-on appris du directeur de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de cette collectivité locale, Abdelkader Loumani. Le même responsable a fait état de la réception de plus de 540 demandes émanant d'agriculteurs de la région, désirant accéder à ce crédit pour le financement de l'acquisition de semences, d'engrais et autres intrants. Il a précisé, dans ce contexte, qu'une quantité de 2.720 quintaux d'engrais de fond et 767 quintaux d'engrais de couverture ont été mis à la disposition de la filière céréalière, estimant que ce quota est suffisant pour couvrir les besoins des céréaliers de la région, lors de la campagne labours-semailles de cette année. Le directeur de la CCLS de Tissemsilt a, d'autre part, fait observer que toutes les conditions sont réunies pour la réussite de cette campagne dans cette wilaya des Hauts-plateaux du Centre-ouest où 59.000 hectares sont réservés à la culture céréalière, dont le gros est consacré au blé tendre. Par ailleurs, plus de 600 quintaux de semences de légumineuses répartis à raison de 400 quintaux pour le pois chiche et 200 quintaux pour la lentille ont été distribués, cette année, aux agriculteurs ayant opté pour ces deux produits, signale-t-on de même source.

GHARDAÏA

Lancement d'une plateforme expérimentale pour l'utilisation de l'énergie renouvelable dans l'agriculture

Une plateforme expérimentale dédiée au secteur de l'agriculture a été lancée par l'Unité de recherche appliquée en énergies renouvelables (URAER) de Ghardaïa, a-t-on appris mardi auprès de la direction de cet établissement scientifique.

Cette plateforme se veut un pôle d'innovation permettant de développer des solutions durables et intelligentes pour une agriculture - pilier de l'économie locale -, résiliente au climat aride de la région, a indiqué le directeur de l'URAER, Djelloul Djaâfar. Son rôle principal est de catalyser des avancées significatives dans la recherche et le développement des applications des énergies renouvelables dans le secteur de l'agriculture, avec un accent particulier sur le climat saharien, a-t-il expliqué. Et d'ajouter que les objectifs de cette plateforme expérimentale englobent l'exploration "intelligente et économique" des multiples facettes du secteur agricole adapté au changement climatique, et le développement de solutions novatrices telles que le séchage solaire, les systèmes de chauffage/refroidissement solaire pour les serres agricoles, et l'intégration de l'énergie solaire dans les systèmes d'irrigation. Elle vise aussi la création de prototypes novateurs de séchoirs solaires en in-

tégrant des systèmes de stockage thermique et des modèles de serres solaires, tels que les serres tunnel, multi-chapelles et canarienne, dotées de systèmes de chauffage/refroidissement solaire et d'irrigation intelligente. Cette plateforme de formation qui permet de développer et promouvoir des compétences dans le pays a pour but également de valoriser l'innovation et l'industrialisation de solutions technologiques à même de "faire de l'Algérie une véritable école en matière de développement des technologies vertes et propres", a souligné M. Djaâfar. L'initiative a permis le lancement de onze (11) projets universitaires d'étudiants en post-graduation (Master) et l'émergence de cinq (5) startups centrées sur la thermique des serres et des séchoirs solaires, a expliqué le directeur de URAER. A travers cette initiative, l'URAER-Ghardaïa renforce son positionnement en tant qu'acteur de l'innovation, son appui à la promotion de l'écosystème entrepreneurial

dans le Sud et incarne l'engagement et l'expertise dédiés à l'avancement des énergies renouvelables dans l'agriculture, en plus de contribuer à la sécurité alimentaire du pays, a-t-il soutenu. Créée comme première Unité de recherche dans le sud algérien en novembre 2002 et affiliée au Centre de recherche appliquée en énergies renouvelables (CDER), l'URAER, qui compte quelque 83 chercheurs et 75 agents de soutien, s'attèle à la maîtrise et au développement de nouvelles technologies à l'innovation, à la recherche et à la formation dans le domaine d'énergies renouvelables appliquées aux différents domaines socio-économiques. Située près des campus universitaires de Ghardaïa, cette unité commence à prendre une place prépondérante au sein du secteur socio-économique local, en préconisant des conseils et des orientations notamment dans le secteur de l'agriculture, du bâtiment et de l'hydraulique, afin de réduire la facture énergétique, signale-t-on.

TIMIMOUN

Lancement prochain d'une campagne de boisement en milieu urbain

Des préparatifs pour le lancement d'une campagne d'enver-gure de boisement en milieu urbain sont entrepris dans la wilaya de Timimoun, dans le cadre de la journée de l'arbre (25 octobre), a-t-on appris mardi de la direction locale de l'Environnement et des Energies renouvelables. Cette campagne, qui implique divers secteurs et associations, s'inscrit dans le cadre des démarches des autorités locales portant ancrage de la culture du boisement, la promotion des espaces

verts en milieu urbain, l'éradication des "points noirs" altérant l'image de la ville et la préservation de la salubrité environnementale, a indiqué la directrice du secteur, Soumaya Benzineb. Présidée par le wali de Timimoun, Benamar Souna, en présence des directeurs des secteurs concernés, dont l'environnement, la conservation des forêts, de l'urbanisme, de la culture, du tourisme, et des membres de l'Assemblée populaire communale et les représentants de la société civile, la rencontre a permis

d'examiner les voies et moyens d'assurer la réussite de cette campagne à vocation sociale et le développement du sens de la citoyenneté, notamment à l'approche de la commémoration du 70ème anniversaire du déclenchement de la Glorieuse guerre de libération. Les participants ont passé en revue les sites ciblés par cette campagne de boisement, la sélection des espèces sylvicoles à planter et adaptées aux conditions climatiques de la région. Entre autres préparatifs de cette campagne,

la réalisation et l'équipement de 12 puits d'irrigation pour le développement et la préservation du couvert végétal projeté. Le wali de Timimoun a donné des instructions pour l'électrification des forages réalisés et la restauration des réseaux d'irrigation existants sur les sites ciblés par le boisement, en sus de l'élaboration, en coordination avec les associations, d'un plan devant couvrir les principaux sites de l'Oasis-rouge, une destination prisée par les touristes tout au long de l'année.

BOUIRA

Plus de 6.000 logements et aides à l'habitat rural distribués depuis début 2024

Plus de 6.000 logements et décisions d'aides à l'habitat rural ont été distribués à leurs bénéficiaires depuis le début de l'année 2024 à Bouira, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Selon un exposé présenté dans l'après-midi par les services de la wilaya au directeur général de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction au ministère de l'Habitat, Bey Hakim, en visite de travail dans la wilaya, un total de 3.055 logements toutes formules confondues et de 3.000 décisions d'aide à l'habitat rural, ont été distribués à leurs bénéficiaires depuis le début de l'année en cours. Au cours de sa visite, le représentant du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, reçu à la résidence de la wilaya par le wali, Abdelkrim Laâmour, en

compagnie d'autres responsables civiles et militaires, a écouté un long exposé sur l'état d'avancement des projets de logements en cours de réalisation à travers les différentes communes. Selon les détails fournis lors de cette visite par les responsables locaux du secteur, outre les 3.000 décisions d'aide à l'habitat rural remises à leurs bénéficiaires depuis le 1er janvier, la wilaya a aussi distribué 2.016 logements de type location-vente du programme de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). A cela s'ajoute la distribution, depuis le début de l'année, de 851 logements publics locatifs (LPL) et 188 logements promotionnels aidés (LPA), selon le même exposé. Bouira compte un programme de

24.109 unités de type LPL, dont 19.619 sont déjà achevés, alors que plus de 1.814 autres logements sont en cours de réalisation. Pour le LPA, 960 logements de cette formule sont en cours de réalisation tandis que 378 autres unités ont déjà été réalisées et achevées, d'après l'exposé présenté par les responsables locaux du secteur. Le premier magistrat de la wilaya, Abdelkrim Laâmour, "suit de très près l'évolution de tous les chantiers lancés à travers les différentes communes de la wilaya, où plusieurs unités devront être réceptionnées dans les prochaines semaines en prévision de la célébration de l'anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale le 1er novembre 1954", selon les services de la wilaya.

DARON ACEMOGLU

Un trublion éclectique

A l'occasion de l'attribution du prix Nobel d'économie par l'Académie des sciences et la banque nationale de suède, au Professeur Daron Acemoglu, avec deux autres professeurs, nous reproduisons un article publié en mars 2010 dans la revue *et Finances et développement* du FMI qui lui a été consacré.

2^e partie et fin

Cela se traduit par des conflits durables sur la forme des institutions politiques qui leur permettront d'atteindre leur but.

En tant que coauteur, Robinson a pu mesurer l'étendue croissante des centres d'intérêt d'Acemoglu. «On peut définir la plupart des économistes par leur spécialité ou leur domaine de recherche, mais pas Daron. Il n'entre dans aucune catégorie; il fait tout et il a un modèle pour à peu près tout. Je ne sais pas où il trouve l'énergie. Il est inépuisable.»

Cette passion et cette énergie pourraient-elles faire obstacle à une approche plus contemplative? Robinson reconnaît que «chez Daron, le souci du détail peut tourner à l'obsession».

Après qu'ils eurent soumis à un journal une étude qu'ils avaient écrite tous les deux au tout début de leur collaboration, la réponse est arrivée par courrier alors qu'ils s'activaient dans le bureau de Robinson à Los Angeles : refus. «J'étais vraiment abattu et déprimé en lisant le rapport superficiel des évaluateurs et je regardais par la fenêtre en me demandant ce que nous allions faire, raconte Robinson. Je me suis retourné vers Daron : il était déjà en train de griffonner des formules sur un bout de papier.

Il a juste dit : «Je vais revoir le modèle et on proposera l'étude à un autre journal.» Pischke reconnaît qu'Acemoglu s'est peut-être un peu trop dispersé au début de sa carrière, mais il ajoute aussitôt que son partenaire de recherche n'a pas tardé à acquérir l'envergure analytique nécessaire à sa curiosité vorace. «Il s'intéresse à énormément de choses et ses connaissances sont très étendues; c'est vrai qu'il s'occupe de plusieurs domaines en même temps, mais il a la capacité de le faire.» Observation appliquée L'observation appliquée des origines économiques de la démocratie a amené Acemoglu, après la publication de plusieurs études, à rédiger un deuxième livre (Acemoglu, 2008) consacré à l'avènement et à l'incidence de la démocratie.

Ce manuel de plus de 1000 pages intitulé *Introduction to Modern Economic Growth*, reprend les cours qu'il enseigne à MIT. Après s'être interrogé sur le «pourquoi» de la démocratie dans son premier livre, il en arrivait, après plusieurs centaines de pages, au «quand», c'est-à-dire le moment où elle apparaît, en y trouvant, une fois encore, une explication fondamentalement économique. «Tout le travail empirique que nous avons effectué montre très clairement l'existence d'un lien de causalité entre les institutions économiques participatives (celles qui encouragent une large participation des différents groupes de la société, assu-



rent le respect des droits de propriété, empêchent les expropriations) et la croissance économique, affirme Acemoglu.

En revanche, le lien inverse qui va de la croissance aux institutions politiques démocratiques n'est pas aussi clair. Le manuel pose le principe que l'action des pouvoirs publics et les institutions jouent un rôle central dans le processus de croissance sur le long terme. En s'appuyant sur cette théorie, l'auteur répond à deux questions essentielles : pourquoi l'économie mondiale n'a-t-elle pas connu une croissance soutenue avant 1800? Et pourquoi le décollage économique a-t-il eu lieu vers 1800 et en Europe occidentale?

Selon l'auteur, s'il n'y a pas eu de croissance soutenue avant 1800, c'est, premièrement, parce qu'aucune société avant cela n'avait investi dans le capital humain, laissé les nouvelles entreprises introduire de nouvelles techniques et généralement laissé libre cours à la destruction créatrice; et, deuxièmement, parce que, avant 1800, toutes les sociétés vivaient sous des régimes politiques autoritaires.

Quant au décollage économique, s'il s'est produit d'abord en Europe occidentale, c'est parce que le commerce international s'est accru avec la découverte du Nouveau Monde et l'ouverture de nouvelles routes maritimes. Le développement des échanges internationaux a stimulé l'activité commerciale et conféré davantage de pouvoir économique et politique à une nouvelle classe de marchands, de négociants et d'industriels, qui ont alors commencé

à fonctionner indépendamment des monarchies européennes.

Acemoglu reconnaît que les régimes autoritaires peuvent générer de la croissance économique mais, assure-t-il, celle-ci ne peut pas être durable. «C'est ce qui s'est passé pendant 300 à 400 ans, à diverses époques, dans la Rome ancienne, ce qui n'est pas une période courte, mais tout se produisait beaucoup plus lentement à l'époque. Et c'est ce qui se passe depuis une vingtaine d'années, et continuera probablement de se passer pendant 20 ans encore, en Chine, mais il y a trois obstacles à la croissance dans les régimes autoritaires : ces régimes sont sans cesse incités à être encore plus autoritaires; ils ont tendance à user de leur pouvoir pour freiner la destruction créatrice chère à Schumpeter, qui est indispensable pour soutenir la croissance; et ils sont toujours le théâtre de luttes intestines, qui engendrent instabilité et incertitude.»

Acemoglu et Robinson travaillent déjà à leur prochain livre, *Why Do Nations Fail?* Après le «pourquoi» de leur premier livre et le «quand» du manuel d'Acemoglu, il est probable que le troisième volet de ce qu'on pourrait considérer comme une trilogie sera consacré à la question «quelle alternative à la démocratie?».

«Les sociétés dysfonctionnelles mènent toujours à l'implosion de l'État, affirme Acemoglu, mais il y a un moyen d'y remédier. On peut construire des États où les infrastructures et l'ordre public permettent aux gens de s'adonner sereinement et en toute sécurité à des activités économiques en utilisant

les services publics, mais il n'existe aucune volonté politique de le faire. Il n'y a pourtant pas besoin d'une armée pour cela, seulement d'une bureaucratie opérante capable de mettre en place les fondations institutionnelles des marchés.» Structure de récompense En analysant le cas des États implosés, Acemoglu cherchera à montrer pourquoi certains pays parviennent à décoller économiquement et d'autres non.

Pour cela, il expliquera notamment comment l'action des pouvoirs publics et les institutions influent directement sur la capacité d'une société de connaître une croissance économique moderne. Ces politiques et institutions déterminent la structure de récompense de la société et la rentabilité des investissements.

Elles influent aussi sur le respect des contrats, l'ordre public et les infrastructures; la formation des marchés et la capacité des entités plus efficaces de remplacer celles qui le sont moins; et l'ouverture aux nouvelles technologies qui risquent de mettre à mal le statut des personnes liées au pouvoir en place. Il est probable que, dans ses conclusions, Acemoglu reviendra sur le contraste décrit dans *Dictatorship and Democracy* entre les institutions propices à la démocratie que favorisent les régimes participatifs et les institutions d'exploitation établies par les régimes autoritaires. Quelles autres ambitions un universitaire aussi turbulent, éclectique et imprévisible peut-il bien nourrir dans son bureau de MIT jonché de piles en équilibre précaire de journaux, périodiques, ouvrages de référence et manuscrits écornés?

Sur le plan personnel, sa femme Asu attend le premier enfant du couple en mai, aussi sa première ambition personnelle est-elle «d'être un père à la hauteur». Quant à son principal objectif professionnel, Acemoglu entend élargir encore l'application de ses multiples centres d'intérêts académiques. «Dans les domaines importants des sciences sociales, il faut que le débat soit plus interdisciplinaire et mieux informé, estime-t-il.

Aux États-Unis, les intellectuels publics sont considérés comme des ratés tandis qu'au Royaume-Uni, ils participent au dialogue national. J'aimerais qu'il en soit de même ici et si possible prendre part moi-même à ce dialogue.» En tout cas, un retour en Turquie ne fait pas partie de ses projets immédiats. «Je ne peux pas rentrer parce que je suis parti avant d'avoir fait mon service militaire. Si j'y retourne, je serai arrêté, explique-t-il.» Avec comme sanction : retour en prison. ▀

Simon Willson (*)

(*) Rédacteur principal au sein de l'équipe de production de *Finances & Développement*

LIBYE

La production de brut à son plus haut depuis le début de l'année

Après avoir été réduite de plus de moitié en raison de la crise politique au sommet de l'État, la production pétrolière de la Libye, relancée début octobre, a augmenté d'environ 113 % pour atteindre 1,06 million de barils par jour (b/j). Relancée il y a moins de deux semaines suite à la résolution de la crise qui a divisé les gouvernements rivaux de l'Est et de l'Ouest, la production pétrolière de la Libye a dépassé son plateau habituel de 1,2 million b/j pour atteindre 1,3 million b/j. La société publique du pétrole (NOC) a annoncé l'information dimanche 13 octobre. « Les taux de production au cours des dernières 24 heures ont été de 1 305 059 barils de pétrole brut et de condensats, ainsi que 209 405 barils d'équivalents gaz », a-t-elle déclaré. Avec ce développement, la production pétrolière de la Libye dépasse le niveau d'avant-crise. Le pays atteint ainsi son plus haut niveau depuis plusieurs mois, représentant une amélioration de 9,24 % par rapport aux 1,19 million b/j atteints en octobre 2023. Les autorités libyennes ont annoncé qu'elles ambitionnent d'atteindre un plateau de production pétrolière de 2 millions b/j d'ici 2026. « Des efforts sont toujours en cours pour augmenter les niveaux de production », selon la NOC. Dans une analyse publiée vendredi 11 octobre, S&P Global a estimé qu'« une augmentation de la production et des exportations libyennes aurait un impact sur d'autres qualités de brut à destination de l'Europe, car le pétrole léger non corrosif libyen est très recherché » par rapport à d'autres variétés de brut.

TUNISIE

Le suisse Etilog construit une usine de produits d'emballage industriel

Etilog, une entreprise suisse spécialisée dans les systèmes d'emballage destinés aux industries automobile et aérospatiale, a entamé, le mercredi 9 octobre, la construction d'une usine en Tunisie. Située dans la zone industrielle de Sbikha 2 (centre), cette usine s'étendra sur une superficie d'un hectare. La première phase du projet devrait générer 210 emplois directs. « Le choix de la Tunisie pour l'implantation du premier site d'Etilog en dehors de l'Europe, confirme la position du pays en tant que destination attractive pour les investissements étrangers, notamment dans le secteur automobile. Il reflète également la confiance de l'entreprise dans le potentiel de croissance du marché tunisien », a indiqué l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA) dans un communiqué sans préciser le montant de l'investissement. La Tunisie compte 280 usines de composants automobiles et 55 sociétés industrielles actives dans le secteur des composants aéronautiques.

QATAR

La Banque Centrale lance sa stratégie pour la période 2024-2030

La Banque Centrale du Qatar (QCB) a lancé aujourd'hui sa stratégie pour la période (2024-2030) afin d'atteindre les objectifs de la Troisième Stratégie nationale de Développement, conformément à la Vision nationale du Qatar 2030, et par engagement à la mise en œuvre de la Troisième Stratégie pour le secteur financier.

La nouvelle stratégie est considérée comme une feuille de route dans laquelle les visions se croisent avec les ambitions, afin d'atteindre un avenir plus développé pour le secteur financier du pays, qui suit le rythme des développements mondiaux et transforme les défis en opportunités de croissance et de prospérité. Dans le cadre de sa stratégie pour la période (2024-2030), la Banque Centrale du Qatar a défini une vision claire visant à développer le secteur financier pour qu'il soit un secteur durable et flexible qui permette à l'État de Qatar d'atteindre la diversité et l'innovation, à travers sa mission, qui est basée sur le soutien de la stabilité financière, de la transparence, de l'inclusion et de l'excellence dans les pratiques bancaires, tout en fournissant des politiques systématiques basées sur des données qui soutiennent l'économie nationale, tout en encourageant l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies et en renforçant la participation de toutes les parties prenantes aux niveaux local et international. Dans le cadre de sa stratégie pour la période (2024-2030), la Banque Centrale du Qatar s'est engagée à respecter cinq valeurs fondamentales, où l'honnêteté sera la première valeur et le titre qui distingue la Banque Centrale du Qatar, la deuxième valeur est l'excellence, qui sera l'engagement pris par la Banque Centrale du Qatar pour atteindre

le leadership au niveau local, régional et mondial, la troisième valeur est l'innovation pour être la principale motivation et le catalyseur vers la réalisation des aspirations, tandis que la durabilité sera la quatrième valeur et l'objectif que la Banque Centrale du Qatar aspire à atteindre. La cinquième valeur est la globalité, qui reflète le devoir que la Banque Centrale du Qatar est tenue d'accomplir. La stratégie de la Banque Centrale du Qatar (2024-2030) repose sur 4 bases principales. La première base est liée à la flexibilité et à la sécurité financières en assurant une supervision efficace, la stabilité financière, la protection des clients et la préparation à relever tous les défis. Le deuxième fondement est basé sur le développement du marché et la diversification de ses produits et services. Cela permet de jouer un plus grand rôle dans le financement et le soutien de la transformation économique. Tandis que le troisième fondement concerne la transformation numérique et les paiements en améliorant la transformation numérique et la gestion des données sur le marché financier et en développant l'infrastructure de paiement. Le quatrième fondement est lié à la recherche et à la coopération internationale en améliorant l'analyse avancée et la coopération en matière de recherche sur des questions financière et économique

Les quatre bases sont soutenus par cinq axes communs, à savoir le modèle opérationnel, l'infrastructure numérique et informatique, le capital humain, la communication interne et externe et les relations publiques, les pratiques environnementales et sociales et les principes de gouvernance. La stratégie de la Banque Centrale du Qatar pour la période (2024-2030) comprend plus de 25 initiatives, plus de 200 projets et plus de 15 résultats. Cette stratégie incarne une vision intégrée qui consolide les principes d'innovation et de développement durable, en soutenant les capacités et en faisant face aux défis futurs, en renforçant le secteur financier, en plus de continuer à travailler sur le développement de la technologie financière, le développement du marché et la création de nouvelles opportunités d'innovation, tout en faisant bon usage de la révolution des données et de la transformation numérique et en adoptant des pratiques environnementales et sociales, des principes de gouvernance et de finance durable. La Banque Centrale du Qatar affirme que la stratégie lancée aujourd'hui incarne ses ambitions et sa conviction dans la capacité à atteindre le meilleur, avec son engagement à mettre en œuvre ses objectifs en mettant l'accent sur la qualité et l'excellence, et en soutenant notre société avec les plus hauts niveaux de performance.

ARABIE SAOUDITE

Le groupe allemand Dussmann prévoit de doubler le secteur de la gestion des installations d'ici 2030

Le marché de la gestion des installations en Arabie saoudite devrait doubler en valeur d'ici 2030, a prévu un dirigeant du groupe Dussmann lors de l'inauguration du siège régional de l'entreprise à Riyad. Hakan Lanfredi, membre du conseil d'administration de l'entreprise berlinoise, estime que le secteur dans le Royaume vaut actuellement 25 milliards de dollars, mais qu'il connaîtra une croissance rapide d'ici la fin de la décennie, car l'Arabie saoudite poursuit ses nombreux projets dans le cadre de la Vision 2030. Le Groupe Dussmann a transféré son siège régional des Émirats arabes unis à Riyad afin de tirer parti de l'expansion du secteur de la gestion des installations dans le Royaume. La relocalisation de la société dans la capitale saoudienne est la dernière d'une série d'entreprises qui ont choisi d'établir leur base dans le Golfe à Riyad, après que le Royaume a lancé une initiative spéciale pour attirer les entreprises multinationales. Les incitations, qui ont attiré des entreprises telles que PepsiCo, PwC et Deloitte, comprennent un impôt sur le revenu des

sociétés nul pendant 30 ans, ainsi que la possibilité de soumissionner pour des contrats gouvernementaux. La présence du Groupe Dussmann à Riyad fait partie d'une coentreprise formée en 2020 avec le conglomérat d'investissement saoudien Ajlan & Bros Holding. Ajlan Al-Ajlan, directeur général du groupe, a souligné qu'il s'agissait de la première coentreprise à laquelle participait l'organisme d'investissement. Interrogé sur la décision de transférer son siège des Émirats arabes unis vers l'Arabie saoudite, M. Al-Ajlan a déclaré : « Nous voyons la croissance et les énormes opportunités potentielles en Arabie saoudite, et nous voulions être sûrs d'en faire partie ». En ce qui concerne la création d'emplois, M. Al-Ajlan a souligné que l'entreprise commune avait démarré avec « quelques centaines » d'employés et qu'elle en comptait aujourd'hui plus de 4 000. « Dans les trois ou quatre prochaines années, nous visons plus de 10 000 employés, dont la majorité sera en Arabie saoudite. Cela montre que le transfert du siège social en Arabie saoudite a un impact direct sur la création d'emplois », a-t-il déclaré.

« Notre objectif est de conquérir une part de marché décente et de devenir l'un des principaux acteurs du marché », a déclaré le directeur général. M. Al-Ajlan a déclaré que l'objectif de sa société était de conquérir une « part de marché décente » et de devenir l'un des principaux acteurs du secteur, ce qui sera facilité par l'expertise du groupe Dussmann. « Nous ne sommes pas là pour réinventer la roue. Ils sont présents dans plus de 25 pays et emploient plus de 60 000 personnes. Nous avons donc l'intention d'apporter notre savoir-faire à la région et plus particulièrement à l'Arabie saoudite », a déclaré M. Al-Ajlan. L'ambassadeur d'Allemagne en Arabie saoudite, Michael Kindsgrab, a assisté à la cérémonie d'inauguration en tant qu'invité d'honneur et l'a décrite comme un « jour heureux pour les relations commerciales germano-saoudiennes ». Il a ajouté : « Si un tel acteur prend pied en Arabie saoudite, ouvre son siège régional ici, s'étend dans la région, passe de 4 000 à 10 000 emplois, je pense que ce n'est rien d'autre qu'une bonne nouvelle. »

RDC

La nécessaire réforme des mécanismes de traçabilité des minerais

La RDC domine l’approvisionnement mondial pour plusieurs métaux, comme le cobalt, l’étain et le tantalé. Selon plusieurs rapports, une partie de la production congolaise de ces métaux est exportée illégalement vers les pays voisins et sert à financer des groupes rebelles.

La RDC incite les entreprises technologiques américaines comme Apple, Google et même Tesla à traiter directement avec Kinshasa en matière d’approvisionnement en minerais. L’appel lancé fin septembre par la ministre d’État, en charge de l’Environnement, Eve Bazaiba et le ministre du Commerce extérieur, Julien Paluku, intervient alors que les critiques fusent de plus en plus contre les mécanismes de traçabilité internationaux en vigueur dans le pays. Au cours du Forum USA-RDC, les ministres congolais ont dénoncé l’influence des « commissionnaires qui ont constitué un réseau international pour ternir injustement l’image du pays », a rapporté la presse locale. Cette sortie intervient alors que le département américain du Travail a ajouté il y a quelques semaines le cobalt congolais à la liste des produits obtenus grâce au travail des enfants. Cette inscription sur liste rouge intervient malgré les différents mécanismes de traçabilité censés assurer que l’approvisionnement en minerais depuis la RDC provienne de sources respectant les droits de l’homme et « libre de conflits ». Cela illustre l’échec de ces mécanismes, comme l’a souligné un rapport du Congrès américain publié en octobre. À en croire l’organisme d’audit, d’évaluation et d’investigation du Congrès (Government Accountability Office), la règle qui oblige certaines entreprises à rendre compte de leur utili-

sation de tantalé, d’étain, de tungstène et d’or n’a pas contribué à réduire la violence en RDC. En vigueur depuis 2012, il s’agit d’une règle qui consiste à exiger des entreprises utilisant les minerais suscités, et dont certains sont principalement extraits en RDC, à déclarer l’origine exacte de ces minerais. Cela vise à réduire les revenus des groupes armés qui profitent de ces minerais, soit en prélevant des taxes auprès des mineurs artisanaux, soit en organisant directement l’exploitation minière. Selon l’ONU, le groupe M23 génère ainsi environ 300 000 dollars de revenus chaque mois grâce aux taxes prélevées sur la production de coltan dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, au Nord-Kivu.

L’importance des minéraux congolais

Ce n’est pas la première fois que les mécanismes de traçabilité de certains minéraux critiques produits en RDC sont mis en cause. Global Witness a ainsi révélé en 2022 que l’Initiative de la chaîne d’approvisionnement de l’étain (ITSCI), destinée à assurer une chaîne de traçabilité fiable des minerais 3T permet la contrebande et le blanchiment de ces minerais extraits en RDC. LONG a estimé que 90 % de ces minerais exportés par le Rwanda sont introduits illégalement à partir de la RDC. C’est dans ce contexte qu’il faut comprendre l’appel lancé récemment par les autori-

tés congolaises. Les contours de la relation directe que souhaite construire Kinshasa avec les consommateurs finaux des minéraux ne sont pour le moment pas connus. Il faut cependant souligner que le gouvernement congolais dispose de certains atouts à la table des négociations. La RDC est le premier producteur mondial de tantalé, métal considéré comme critique aux Etats-Unis et dans l’Union européenne. Ce métal est essentiel à la fabrication des composants électroniques et l’offre mondiale est concentrée dans quelques pays d’Afrique centrale, dont certains profitent des circuits d’exportation illégaux en RDC. Grâce à la seule mine de Bisie appartenant à Alphamin Resources, la RDC fournit aussi 4,5 % de la production mondiale d’étain, sans compter la production artisanale qui n’est pas négligeable. Rappelons enfin que le pays assure plus de 70 % de la production mondiale de cobalt. En contrôlant mieux la chaîne d’approvisionnement, la RDC peut maximiser les revenus générés par ces différents minéraux. En 2023 par exemple, les exportations d’or artisanal ont enregistré un bond de plus de 12 000 % en glissement annuel, grâce à un accord signé par le gouvernement et une société émiratie. Cet accord a en effet permis un meilleur contrôle de l’or artisanal produit à l’est du pays, en imposant aux mineurs un interlocuteur privilégié.

RAPPORT

L’Afrique perd 4,2 milliards \$ par an à cause des récits médiatiques stéréotypés

Le rapport souligne que les médias internationaux représentent souvent le continent comme un bloc homogène, passent sous silence les évolutions positives qui s’y opèrent et regardent les sociétés africaines à travers le prisme occidental. Les stéréotypes véhiculés par les médias internationaux coûtent aux pays africains une « prime de préjudice » sur le service de la dette allant jusqu’à 4,2 milliards de dollars chaque année, selon un rapport publié le 10 octobre par l’ONG Africa No Filter et le cabinet de conseil en stratégie Africa Practice. Intitulé « The cost of media stereotypes to Africa- The relationship between media, investment and economic development », le rapport se base sur une combinaison d’analyses quantitatives et d’observations qualitatives pour explorer les répercussions d’une couverture médiatique biaisée de l’actualité africaine sur le coût du service de la dette. Dans cette optique, la couverture médiatique des élections dans quatre pays africains (le Kenya, le Nigeria, l’Afrique du Sud et l’Egypte) durant la période prépandémie de Covid-19 a été comparée à celle des processus électoraux dans des pays non africains présentant des profils de risque similaires, en l’occurrence la Malaisie, le Danemark et la Thaïlande. L’analyse fait ressortir que les récits négatifs dominent le discours autour des élections africaines : 88 % des ar-

ticles de presse sur le Kenya pendant la période électorale sont négatifs, contre seulement 48 % pour la Malaisie. De même, 66% des articles relatifs aux élections égyptiennes sont négatifs contre 32% seulement en Thaïlande. En somme, les pays africains bénéficient d’une plus grande attention de la part des médias internationaux pendant les périodes électorales, mais l’accent est mis de manière disproportionnée sur des questions négatives telles que la violence, la fraude électorale et la corruption. Les narratifs médiatiques stéréotypés sur le continent transparaissent également à travers un focus particulier sur les conflits, la pauvreté et les maladies, tout en négligeant de mettre en lumière les évolutions et les réalisations positives.

Des taux d’emprunts élevés

Les médias présentent souvent l’Afrique comme une entité monolithique, en ignorant la diversité des cultures, des économies et des systèmes politiques du continent. Ils regardent aussi les cultures et les sociétés africaines à travers le prisme occidental, ce qui conduit souvent à des malentendus et à des représentations erronées. L’analyse établit un lien clair entre l’image véhiculée par les médias et la perception du

risque souverain par les investisseurs. Une couverture médiatique négative augmente le risque perçu, ce qui entraîne une hausse des coûts d’emprunt. À l’inverse, un sentiment positif dans les médias est corrélé à un profil de risque plus faible et des taux d’emprunt réduits. Pour calculer les économies potentielles sur le coût du service de la dette pour le Nigeria, le Kenya, l’Egypte et l’Afrique du Sud, le rapport s’est appuyé sur des modélisations réalisées par des universitaires indiquant que la représentation médiatique peut influencer les taux d’intérêt des emprunts jusqu’à 10 %. D’après ces modélisations, une amélioration de 10 % de l’image d’un pays entraîne une diminution de 1 % des taux d’intérêt. En comparant les coûts réels du service de la dette avec ceux ajustés en fonction de l’amélioration du sentiment des médias, les chercheurs ont estimé que les économies potentielles que réaliseraient les quatre pays africains étudiés pouvaient atteindre 0,14 % de leur PIB par an. Si l’on extrapole ce chiffre à l’ensemble du continent, l’Afrique perd jusqu’à 4,2 milliards de dollars par an, à cause de récits médiatiques négatifs. Ce montant pourrait financer l’éducation de plus de 12 millions d’enfants, vacciner plus de 73 millions d’enfants ou assurer de l’eau potable aux deux tiers de la population du Nigeria.

CROISSANCE DE L’AFRIQUE SUBSAHARIENNE La Banque mondiale révisé à la baisse ses prévisions pour 2024

La croissance économique de l’Afrique subsaharienne devrait atteindre 3% en 2024 contre 3,4% estimé au mois d’avril. C’est ce qui ressort du rapport Africa’s Pulse de la Banque mondiale publié le lundi 14 octobre 2024. Selon l’institution financière, l’effondrement de l’activité économique soudanaise a eu un impact majeur sur les performances globales de la région. Toutefois, la Banque mondiale se veut optimiste quant à un éventuel rebond, grâce à une reprise de la consommation privée et une inflation en baisse dans plusieurs pays. Dans le rapport, la sous-région de l’Afrique de l’Est et australe montre des signes encourageants, avec une croissance attendue de 2,2 % en 2024, après une année 2023 difficile à 1,7 %. Cependant, le poids économique des pays comme l’Angola et l’Afrique du Sud continue de freiner les performances globales. Si l’on exclut ces deux économies, la zone devrait croître à un rythme plus soutenu de 2,6 % en 2024. En Afrique de l’Ouest et centrale, la situation est légèrement plus favorable. L’activité économique devrait passer de 3,3 % en 2023 à 3,9 % en 2024, mais sans le Nigeria, moteur économique de la région, la croissance pourrait atteindre 4,8 %. 17 pays devraient enregistrer une croissance supérieure ou égale à 5%, mais 27 enregistreront une croissance supérieure à l’année précédente. Parmi ceux-ci figurent la Côte d’Ivoire (6,5%), le Niger (5,7%) et le Sénégal (6,1%). Malgré ces belles performances, la Banque mondiale indique que les perspectives de croissance demeurent fragiles, exposées à des risques importants tels que les conflits armés et des événements climatiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations et les cyclones. Pour faire face à ces défis, les Etats africains s’engagent dans des réformes visant à créer une croissance plus durable et inclusive. Les initiatives de lutte contre la corruption, la modernisation des infrastructures et l’adaptation au changement climatique sont désormais au cœur des stratégies économiques. Notons que les perspectives à moyen terme restent globalement positives. La Banque mondiale anticipe une croissance moyenne de 4 % pour la période 2025-2026, en légère hausse par rapport à la précédente estimation de 3,5 %. Ce redressement pourrait être facilité par une modération de l’inflation dans plusieurs pays, ouvrant la voie à une relance de l’activité économique.

BOURSES

Tokyo et les places chinoises en repli dans la matinée

La Bourse de Tokyo a ouvert en net repli mercredi 16 octobre, plombée par les semi-conducteurs au lendemain de mauvaises nouvelles pour le secteur en Europe et aux États-Unis, tandis que les places chinoises démarraient elles aussi dans le rouge, dans l'attente de plusieurs publications économiques. À Tokyo, l'indice vedette Nikkei perdait 1,94% à 39.136,47 points vers 02h30 GMT. L'indice élargi Topix abandonnait 1,04% à 2.695,19 points.

Le néerlandais ASML, seul pourvoyeur de machines-outils indispensables à la fabrication des microprocesseurs les plus avancés, a abaissé mardi ses perspectives pour 2025 et fait état d'une demande en berne - hors du segment de l'intelligence artificielle. Dans le même temps, l'agence Bloomberg a rapporté que le gouvernement américain envisagerait de limiter les exportations des puces les plus sophistiquées - de quoi enrayer les ventes des producteurs Nvidia et AMD. L'ensemble des titres liés à l'industrie des puces a dévié de concert à Wall Street, et la contagion a atteint mercredi Tokyo. «Le marché va être tiré vers le bas par les titres liés aux semi-conducteurs, dans le sillage des actions américaines», souligne Kosuke Oka, analyste de Monex Securities. Équipementiers pour l'industrie des semi-conducteurs, Advantest lâchait 3,01% et Screen Holdings dévié de 8,12% à l'ouverture, le fabricant de puces Renesas perdait à la même heure 4,48% et le spécialiste des plaquettes de semi-conducteurs Sumco 2,44%. De son côté, l'éditeur de jeux vidéo Bandai Namco céda 0,24% dans les premiers échanges: l'agence Bloomberg a fait état d'une réduction de ses effectifs après l'annulation de plusieurs titres sur fond de demande en berne.

Absence de perspectives

Ailleurs en Asie, l'attention devrait rester tournée vers la conjoncture chinoise, dans des marchés peu convaincus par l'annonce samedi par Pékin d'un recours massif à l'endettement public pour soutenir son activité économique. Faute de détails et de mesures d'aide aux ménages pour stimuler la consommation, les investisseurs pointent l'absence de perspectives, et pourraient rester attentistes avant l'annonce vendredi du PIB chinois trimestriel, de la production industrielle et des ventes de détail mensuelles. À Hong Kong, l'indice Hang Seng creusait ses pertes de la veille de 0,62% à 20.192,35 points vers 02h20 GMT. L'indice composite de Shanghai perdait 0,44% à 3.186,96 points, celui de Shenzhen 0,85% à 1.834,74 points. Le cours du dollar reste soutenu par la crainte d'une croissance chinoise molle pour longtemps, qui dissuade les placements à risque. Après avoir cédé du terrain la veille, la monnaie nippone se stabilisait cependant face au billet vert vers 02h30 GMT, à 149,09 yens pour un dollar. Le marché du pétrole reprenait un peu de terrain en début d'échanges asiatiques, après avoir plongé de plus de 4% mardi dans un marché ne croyant plus à une escalade majeure entre Israël et l'Iran, et refroidi par les incertitudes économiques en Chine, premier pays impor-

tateur d'or noir. Vers 02h30 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre gagnait 0,27% à 74,45 dol-

lars. Le West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en novembre gagnait 0,35%, à 70,83 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Octobre 2024

Valeur : 18 Octobre 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.3844	133.3994
1	EUR	EURO		145.1489	145.1786
1	GBP	POUND STERLING		173.3391	173.3585
100	JPY	JAPANESE YEN		89.2562	89.2722
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7393	18.7422
1	CHF	SWISS FRANC		154.6127	154.6480
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.7676	96.7855
1	DKK	DANISH KRONE		19.4546	19.4576
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7945	12.7986
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3061	12.3108
1	AED	UAE DIRHAM		36.3119	36.3209
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5190	35.5334
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.7601	435.0926
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9677	43.3995
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5653	13.5668
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6777	27.8194
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3590	3.3695
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.1949	178.1949

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street en baisse, plombée par les semi-conducteurs et l'énergie

La Bourse de New York a fini en baisse mardi, au lendemain de records de clôture du Dow Jones et du S&P-500, avec le recul des fabricants de semiconducteurs dans un contexte d'inquiétude sur une faible demande, tandis que le secteur de l'énergie s'est replié dans le sillage de la baisse des prix du pétrole. L'indice Dow Jones a cédé 0,75%, ou 324,80 points, à 42.740,42 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 44,59 points, soit 0,76%, à 5.815,26 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 187,10 points (1,01%) à 18.315,59 points. Alors qu'a débuté la saison des résultats trimestriels, les résultats communiqués dans la journée ont été mitigés, même si plusieurs services financiers ont rassuré. Nvidia, poids lourd de l'intelligence artificielle

(IA), a particulièrement pesé sur le Nasdaq. Au lendemain d'un pic de clôture, le groupe a perdu 4,7% après des informations de presse selon lesquelles l'administration du président américain Joe Biden envisage de fixer un seuil sur les exportations de puces de pointe utilisées pour l'IA. Nombre d'entreprises du secteur des semiconducteurs ont reculé à la suite de la publication d'un document d'ASML Holdings montrant des attentes revues à la baisse pour ses ventes en 2025. ASML a plongé de 16%. "Il semble y avoir bien davantage de nervosité à propos des semiconducteurs. Cela met sous pression le secteur technologique dans son ensemble", a commenté Kevin Gordon, stratège senior chez Charles Schwab. S'il a estimé que des résultats plus faibles qu'attendu servaient de prétexte pour vendre

des titres de fabricants de semiconducteurs, Kevin Gordon a dit être rassuré par le fait qu'il y a eu des nombres similaires d'actions ayant progressé et reculé sur le Nasdaq. "Ce n'est pas un vaste lessivage", a-t-il déclaré, notant que des titres en déclin mardi avaient auparavant surperformé. Parmi les secteurs du S&P-500, l'énergie a été la moins performante. Elle a reculé de 3%, son plus fort pourcentage quotidien de baisse depuis début octobre 2023, suivant la courbe des prix du pétrole alors que la demande est attendue en déclin après des informations de presse suggérant qu'Israël ne ciblera pas les installations pétrolières de l'Iran en réponse à l'attaque de missiles de Téhéran début octobre. Les technologies ont perdu 1,8%. Les secteurs dits défensifs ont eux surperformé, tels l'immo-

bilier qui a pris 1,2%. Les investisseurs attendent cette semaine de nouvelles séries de résultats ainsi que des données économiques clé, comme les ventes mensuelles au détail aux Etats-Unis et le rapport sur la production industrielle. La présidente de la Fed de San Francisco, Mary Daly, a déclaré dans la journée que les responsables de la banque centrale américaine oeuvraient toujours pour atténuer les pressions inflationnistes, même après la large baisse des taux opérée en septembre. D'après FedWatch, les traders misent à près de 98% sur une baisse des taux de 25 points de base en novembre. Côté valeurs, à noter lors de la séance, la hausse de Bank of America après des résultats trimestriels supérieurs aux attentes.

PARIS

En repli avant la décision de la BCE

La Bourse de Paris poursuit son recul de la veille, en attendant les décisions très attendues de la Banque centrale européenne (BCE). L'indice CAC40 lâche 0,7% vers 7470 points. Le marché parisien avait perdu plus de 1% vers 7522 points mardi, affecté - comme le reste des places boursières mondiales - par le 'profit warning' surprise d'ASML, survenu en fin de séance. L'Euro STOXX 50 a dévié de 1,8% dans le sillage de l'avertissement lancé par le fabricant néerlandais d'équipements pour l'industrie des semi-conducteurs, qui chutait lui-même de 15% au terme des

échanges. "Il faut dire que ses performances sont franchement mauvaises avec des prises de commandes qui n'ont atteint que 2,6 milliards d'euros sur le troisième trimestre, soit la moitié de ce qu'attendait le consensus", commente un trader basé à Londres. La publication, hier soir, des résultats de 3ème trimestre du géant français du luxe LVMH est venue s'ajouter à ce climat maussade avec un chiffre d'affaires ressorti en-dessous des prévisions du marché. A New York, les marchés d'actions américains ont eux aussi subi l'effet ASML, avec des pertes qui s'étagaient entre 0,7% et 1% à la clôture

hier soir. "Je continue de considérer ces accès de faiblesse comme des opportunités d'achat, sachant que tous les mouvements de repli que nous avons connu récemment se sont avérés de courte durée", souligne le trader londonien. Les investisseurs devraient toutefois hésiter à trop s'engager à la veille de la réunion de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). La BCE devrait une nouvelle fois réduire ses taux d'intérêt demain, alors que les difficultés de l'Allemagne menacent la croissance dans l'ensemble de la zone euro.

L'agenda économique s'annonce relativement peu chargé ce mercredi, même si les chiffres des ventes au détail, des stocks des entreprises et des prix à l'importation constitueront des rendez-vous à suivre au cours de la séance. Au Royaume-Uni, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,7% sur la période de 12 mois se terminant en septembre 2024, un taux annuel en chute de 0,5 point par rapport à celui observé le mois précédent, d'après l'office national de statistiques. Sur le marché obligataire, le climat d'appétit pour le risque qui régnait depuis le début de la semaine s'est

retrouvé douché hier soir par le 'warning' d'ASML, entraînant un retour sur les emprunts d'Etat. Le rendement du Bund allemand à dix ans se détend de quatre points de base à 2,23% et celui des OAT françaises de huit points de base sous 4,04%. Sur le marché pétrolier, le Brent tente de rebondir de 0,2% après sa correction des dernières séances, dues à la révision à la baisse des prévisions de demande de l'Opep et à la promesse d'Israël d'uniquement frapper des positions militaires iraniennes.

PROTECTIONNISME

Trump promet des droits de douane «terribles»

Donald Trump a affirmé mardi envisager des droits de douane « terribles » en cas de victoire le 5 novembre, à l'issue de l'élection présidentielle aux Etats-Unis. Objectif affiché, « faire revenir » les entreprises au pays de l'Oncle Sam.

Le candidat républicain à la Maison Blanche veut inciter les entreprises américaines à reprendre le chemin de leur mère patrie. « A mes yeux, les droits de douane sont la plus belle expression du dictionnaire », a lancé Donald Trump lors d'une interview devant l'Economic Club de Chicago mardi. Dans le détail, le milliardaire a promis de réduire « encore davantage » les impôts pour les entreprises fabriquant leurs produits aux Etats-Unis. Les autres paieront, à l'inverse, des droits de douane « élevés », a-t-il prévenu.

« Plus les droits de douane sont élevés, plus l'entreprise a de chances de s'implanter aux Etats-Unis », a justifié le candidat, estimant être « très bon en mathématiques ».

Il a balayé le risque d'une hausse des prix pour les consommateurs américains. « Une autre théorie veut que les droits de douane soient si élevés, si terribles, si odieux, que (les fabricants) viendront tout de suite », a déclaré le républicain.

D'après Donald Trump, les Etats-Unis

se font « entuber » économiquement et tout particulièrement par certains de leurs plus proches alliés, comme l'Union européenne et le Japon. Durant cet entretien, animé par le rédacteur en chef de Bloomberg, le candidat républicain s'est d'ailleurs lancé dans plusieurs imitations de dirigeants, dont une d'Emmanuel Macron.

Adoptant un faux accent français, il a relaté une conversation qu'il affirme avoir eue avec le président français sur une affaire de taxes douanières - une saynète qu'il reproduit souvent à ses meetings de campagne.

En 2023, Trump avait aussi accusé Macron de « lécher le cul » de son homologue chinois Xi Jinping après sa visite à Pékin. Et début octobre, le candidat a assuré dans un podcast diffusé mercredi que le président français était « un type intelligent » qui « vous dépouillerait si vous ne faisiez pas attention ».

Un mandat déjà marqué par le protectionnisme

Les années Trump avaient été celles des

taxes punitives envers de nombreux partenaires, dont l'Union européenne qui s'était vu infliger en 2018 des droits de douanes sur l'acier et l'aluminium. Le départ de Donald Trump n'a pas mis fin à cette politique, son principe ayant été seulement gelé jusque fin 2025. Les Etats-Unis et l'UE ont par ailleurs signé en 2021 une trêve de cinq ans dans leur vieux conflit sur les subventions accordées à leurs champions aéronautiques Airbus et Boeing et ne s'imposeront pas pendant cette période de droits de douane punitifs.

Au-delà des conflits commerciaux, les échanges sont relativement stables entre la France et les Etats-Unis : les exportations françaises se sont affichées en léger recul l'an dernier par rapport à 2022, mais évoluent autour de leur niveau d'avant pandémie, montrent les statistiques du gouvernement. Les importations ont quant à elles augmenté nettement, expliquées pour partie par la hausse des achats de gaz naturel américain après la crise énergétique à partir de 2021.

ROYAUME-UNI

L'inflation à 1,7% en septembre, son plus bas niveau depuis trois ans

L'inflation britannique a atteint en septembre son plus bas niveau depuis trois ans à 1,7%, selon l'Office national des statistiques (ONS), un niveau inférieur aux attentes et à l'objectif de 2% de la Banque d'Angleterre, ce qui pourrait inciter à baisser ses taux d'intérêt d'ici la fin de l'année. «La baisse des prix des bil-

lets d'avion et du pétrole a été le principal moteur de la chute de ce mois», explique Grant Fitzner, économiste à l'ONS. L'inflation s'était maintenue à 2,2% sur un an en août. Il est absolument stupéfiant de voir une baisse aussi spectaculaire», commente Naeem Aslam, analyste chez Zaye Capital. «Il faut maintenant que la Banque

d'Angleterre saisisse cette opportunité et ramène les taux d'intérêt à leurs niveaux normaux», ajoute-t-il, estimant qu'elle pourrait même envisager une baisse de 0,75%. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, avait dit envisager début octobre une baisse des taux «un peu plus agressive» lors de ses prochaines

réunions en novembre et décembre si le ralentissement de l'inflation se confirme. La banque centrale a déjà réduit ses taux début août pour la première fois depuis 2020, à 5% contre 5,25% auparavant, mais avait alors dit vouloir poursuivre avec prudence le desserrement monétaire, laissant son taux inchangé en septembre.

CANAL DE PANAMA

Le trafic maritime en baisse de 29% à cause de la sécheresse

Le nombre de passages de navires dans le canal de Panama a chuté de 29% l'an dernier par rapport à l'année précédente en raison de la sécheresse, a rapporté mardi l'autorité gérant l'infrastructure. Selon les données fournies par l'Autorité du canal de Panama (ACP), quelque 9.944 navires ont transité par cette voie maritime au cours de l'exercice 2024, contre 14.080 navires lors de l'exercice précédent. Un total de 423 millions de tonnes de marchandises ont transité par le canal, soit 17% de moins que les 511 millions de tonnes de l'année précédente, précise l'ACP.

L'année fiscale s'étend du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante. La majorité des navires ayant traversé

le canal l'année dernière étaient des porte-conteneurs (2. 773), des chimiquiers (1. 808), des gaziers (1.561) et des vraquiers (1.278). La baisse du nombre de transits est due aux mesures mises en place par l'ACP à la fin de l'année 2023 pour faire face au manque d'eau consécutif à la sécheresse. L'ACP n'a pas encore rendu public le chiffre d'affaires du dernier exercice fiscal.

Contrairement au canal de Suez, le canal de Panama fonctionne avec de l'eau douce provenant de deux lacs artificiels, dont le niveau a considérablement baissé en raison du manque de précipitations. Ce déficit a fait chuter le nombre de passages quotidiens de navires de 38 à 22, bien que la situa-

tion se soit normalisée au cours des derniers mois avec l'arrivée de la saison des pluies dans le pays latino-américain. Les responsables du canal prévoient des recettes records de 5,623 milliards de dollars en 2025, avec quelque 13.900 navires et 520 millions de tonnes de marchandises.

Le canal de Panama, long de 80 kilomètres, a été inauguré par les États-Unis le 15 août 1914. Depuis lors, plus de 1,2 million de navires l'ont emprunté. Les principales routes vont de l'Asie à la côte est des États-Unis. Les États-Unis, la Chine, le Japon et la Corée du Sud sont les principaux utilisateurs du canal de Panama qui concentre environ 5 % du commerce maritime.

AU PLUS BAS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

L'inflation italienne chute à 0,7% en septembre

La hausse des prix à la consommation a continué à décélérer nettement en Italie en septembre, passant à passant à 0,7% sur un an, contre 1,1% en août, selon des données définitives publiées mercredi par l'Institut national de la statistique (Istat). L'inflation, qui s'est atténuée grâce à l'accalmie sur les tarifs de l'énergie, est au plus bas depuis le début de l'année, indique l'Istat, confirmant sa première estimation.

L'augmentation des prix à la consommation dans la péninsule est nettement inférieure à la moyenne de la zone euro (1,8% en septembre) et à l'objectif de 2% à moyen terme de la Banque centrale européenne (BCE). Les tarifs réglementés du secteur de l'énergie en Italie ont ralenti leur hausse, augmentant de 10,4% en septembre contre 14,3% en août. Les prix des produits énergétiques non réglementés ont accentué leur baisse, chutant de 11% après 8,6% en août.

À l'inverse, les prix des produits alimentaires non transformés sont repartis à la hausse (+0,3%), après une baisse de 0,5% en août. Le «panier de la ménagère» (produits alimentaires, de nettoyage, de soin et d'hygiène) a accentué sa hausse, passant de +0,6% à 1%. Sur un mois, les prix à la consommation ont diminué de 0,2% en septembre. La hausse de l'indice d'inflation italienne calculée selon les normes harmonisées de l'Union européenne (IPCA) est ressortie à 0,7% en septembre sur un an, après 1,2% en août.

Le gouvernement adopte un budget 2025

Le gouvernement italien a adopté mardi soir en conseil des ministres son projet de budget pour 2025, axé sur des baisses d'impôts pour les familles à revenus modestes et financé en partie par une contribution des banques et assurances. "3,5 milliards d'euros provenant des banques et des compagnies d'assurance seront affectés aux soins de santé et aux personnes les plus fragiles afin d'assurer de meilleurs services au plus près des besoins de chacun", a annoncé sur X la cheffe du gouvernement Giorgia Meloni. Le projet de budget prévoit environ 30 milliards d'euros au titre de mesures de soutien aux salariés et retraités, indique le ministère de l'Economie dans un communiqué, sans préciser la nature de la contribution du secteur financier. Dans son budget, Giorgia Meloni a reconduit une baisse des charges sociales pour les salaires annuels jusqu'à 35.000 euros, déjà en vigueur à titre temporaire. Autre mesure phare d'envergure, le gouvernement a pérennisé la fusion des deux premières tranches d'impôt pour faire bénéficier les revenus annuels jusqu'à 28.000 euros d'un taux allégé de 23% au lieu de 25%. (APS)

MONDIAL DE L'AUTO
LYNK & CO 02

Le SUV électrique à partager

La marque chinoise, propriété du groupe Geely renforce son offre en France avec, un nouveau SUV compact électrique, le 02. Lynk & Co mise une fois de plus sur son offre d'abonnement sans engagement pour attirer les clients.

Méconnue en France, Lynk & Co est le fruit d'un partenariat entre le groupe industriel chinois Geely et Volvo (propriété de Geely). Ses modèles européens sont conçus à Göteborg en Suède, par des ingénieurs suédois et chinois, puis produits dans l'Empire du milieu. Jusqu'à ce jour la gamme européenne se composait d'un modèle, le 01. Il s'agit d'un Volvo XC40 rebadgé et proposé avec une motorisation hybride rechargeable.

Un modèle économique qui a du mal à percer en France

Mais cette jeune marque, créée en 2016, se distingue principalement par son modèle économique basé sur une formule d'abonnement sans engagement à 600 € par mois (assurance et entretien compris/ +frais d'inscription de 200 €) et son système d'autopartage via une clé numérique. Un mode d'usage prisé aux Pays Bas, en Italie et dans les pays nordiques. L'an dernier, le 01 s'est écoulé à près de 30 000 exemplaires sur le Vieux Continent. En France ce modèle économique n'a pas vraiment pris avec à peine 500 exemplaires livrés depuis le début de l'année. Mais plusieurs facteurs ont refroidi les premiers utilisateurs Français, à commencer par le service après-vente inexistant, les renouvellements par des véhicules en mauvais état et le non-suivi des amendes en cas d'infraction (le propriétaire de la voiture étant Lynk & Co). Pourtant, sur le papier, l'idée permet d'amortir rapidement l'achat ou le loyer de son véhicule car il est possible pour les deux offres de proposer sa voiture en autopartage.

Un crossover électrique chinois aux gènes suédois

La marque renforce aujourd'hui son offre en France avec le 02, un crossover compact de 4,46 m dérivé du Volvo EX30 et du Zeekr X (une autre marque de la galaxie Geely). Ce SUV à la silhouette de coupé reprend pas mal d'éléments de ce dernier comme les découpes de portières arrière, les feux qui débordent sur les ailes extérieures, la planche de bord, les rangements et l'ambiance lumineuse intérieure. Au milieu de cette synergie de groupe, Lynk & Co parvient tout de même à apposer sa touche, notamment sur la partie arrière. Le dessin plongeant du pavillon et le bandeau LED sous le spoiler ont un effet réussi. L'ensemble repose sur d'imposantes jantes de 20". L'intérieur, calqué sur celui de Zeekr, présente bien. Le chinois propose des matériaux sur cette finition haute et notamment des plastiques moussés sur la partie haute, du cuir et des éléments issus du recyclage. Les parties basses sont quant à elles intégralement en plastique dur. Une petite instrumentation



numérique se cache derrière un volant au dessin plaisant et moderne. Elle est complétée par une imposante dalle en format paysage dotée d'un système d'exploitation Android. Cette dernière recèle, entre autres, l'interface d'autopartage sur laquelle le propriétaire paramètre toutes les informations nécessaires : durée, kilométrage, prix, etc. Lynk & Co a ajouté une languette en bas du volant pour un accès direct. Le 02 peut également recevoir des mises à jour à distance.

A vivre, le 02 coche plusieurs bonnes cases. La banquette arrière, bien creusée et moelleuse, accueille des passagers de bonnes conditions. L'espace aux jambes est vraiment bon, tout comme la garde au toit très convenable malgré le design du pavillon. Le coffre, dont le volume n'a pas été communiqué s'avère un peu juste pour une famille, bien qu'il dispose d'un rangement sous plancher. Il est complété par un frunk au besoin, d'environ 7 litres.

Le nouveau 02 repose sur la plateforme SEA2 commune aux Smart #1 et Volvo EX30 avec un puissant moteur électrique de 272 ch placé sur l'essieu arrière. Le 0 à 100 km/h est annoncé pour 5,5 s. Le tout est alimenté par une généreuse batterie NMC de 66 kWh offrant au modèle une autonomie de 445 km. Les puissances de recharge sont quant à elle dans la bonne moyenne du marché avec 22 kW en AC et jusqu'à 150 kW en DC. Pour le moment, la Lynk & Co 02 est exclusivement disponible à la vente ou la location, pour un prix de départ de 35 495 €. Un tarif attractif comparé à ses concurrents directs. Sa provenance, la Chine, l'exclue du bonus écologique. Les abonnements seront communiqués ultérieurement.

OPENAI DÉVOILE SWARM

Un framework d'orchestration multi-agents open source

OpenAI a récemment dévoilé Swarm, un framework expérimental open source conçu pour orchestrer des systèmes multi-agents. Il fournit aux développeurs un schéma pour créer des réseaux d'agents d'IA interconnectés qui peuvent communiquer et collaborer afin de gérer des tâches complexes de manière autonome.

Swarm est une illustration de la façon dont les concepts de "routines", des séquences d'actions prédéfinies que les agents suivent pour accomplir des tâches spécifiques, et de transferts, qui permettent à un agent de déléguer une tâche à un autre agent, peuvent être utilisés pour orchestrer plusieurs agents de manière simple et contrôlable. Le framework repose sur l'idée que plusieurs agents, chacun avec des capacités uniques, peuvent améliorer la qualité et la rapidité des réponses ou actions dans un environnement dynamique. Par exemple, un agent peut se spécialiser dans la compréhension des instructions, tandis qu'un autre pourrait exceller dans l'analyse des données...

Swarm est construit autour de deux abstractions primitives :

Agents autonomes : Chaque agent est un module indépendant capable d'exécuter des tâches spécifiques, avec des instructions et des fonctions définies. Un agent peut soit gérer une tâche donnée, soit déléguer ou transférer la responsabilité à un autre agent plus qualifié ;

Transferts dynamiques : Ce concept est central dans Swarm. Lorsqu'un agent atteint ses limites, il peut transférer la conversation ou la tâche à un autre agent. Cela permet de maintenir la fluidité des opérations, sans qu'un agent soit surchargé ou dépassé par des requêtes trop complexes. Les agents dans Swarm peuvent accéder à un contexte partagé, leur permettant de se tenir informés des actions précédentes ou des données disponibles et ainsi collaborer plus efficacement en ayant une vue d'ensemble des opérations en cours.

Exemples d'utilisation

Swarm propose déjà plusieurs exemples pratiques dans sa documentation, comme un scénario de service client, où un pre-

mier agent gère la question initiale d'un utilisateur et, si la requête devient plus technique, transfère la conversation à un autre agent spécialisé dans la vente ou le remboursement. OpenAI le présente comme une ressource éducative pour les développeurs curieux d'en savoir plus sur l'orchestration multi-agents. Contrairement à l'API Assistants d'OpenAI, davantage conçue pour des flux de travail entièrement hébergés, Swarm s'exécute principalement sur le client, réduisant ainsi les besoins en infrastructure côté serveur et donnant aux développeurs le contrôle et la visibilité sur les interactions des agents. Son interface est similaire à celle de l'API de complétion de chat d'OpenAI, chaque interaction est exécutée individuellement, sans conserver un historique persistant. OpenAI l'a rendu public sous la licence MIT, qui offre une grande flexibilité aux développeurs tout en offrant une protection minimale à ses concepteurs, rappelant que : "Swarm est actuellement un framework d'échantillonnage expérimental destiné à explorer les interfaces ergonomiques pour les systèmes multi-agents. Il n'est pas des-

tiné à être utilisé en production et ne bénéficie donc d'aucun soutien officiel. (Cela signifie également que nous n'examinerons pas les RP ou les problèmes !) L'objectif principal de Swarm est de présenter les modèles de transfert et de routines explorés dans le livre de recettes Agents d'orchestration : transferts et routines. Il ne s'agit pas d'une bibliothèque autonome, mais principalement à des fins éducatives".

Perspectives futures

Des développeurs utilisent déjà le framework dans le cadre de leur projet "Hierarchical Autonomous Agent Swarms (HAAS) visant à créer un écosystème d'agents d'IA autonomes et éthiquement gouvernés. Alors que les applications commerciales potentielles de Swarm sont nombreuses (support client, analyses de marché, stratégies marketing...), le niveau d'automatisation introduit par les systèmes multi-agents soulèvent des préoccupations quant à leur impact sur l'emploi et le rôle de l'humain dans la prise de décision.

POUR SAUVER L'ARCHITECTURE X86

Une alliance Intel - AMD

Intel et AMD s'associent pour préserver le cœur de leur business : l'architecture x86. Celle-ci est mise à mal depuis des années par la montée en puissance de l'architecture ARM. Et l'arrivée des processeurs Snapdragon X de Qualcomm en même temps que la nouvelle ère « Copilot+ PC » a encore contribué à redistribuer les cartes. Intel et AMD sont les deux grands défenseurs de l'architecture x86/x64 au cœur des PC et des serveurs depuis des décennies. Intel a inventé l'architecture x86 mais c'est AMD qui l'a – en premier – fait évoluer vers le 64 bits. Bien que concurrents, les deux entreprises sont depuis liées par des accords nébuleux et défendent l'évolution de l'architecture. Une architecture mise à mal par

ARM qui a su imposer son efficacité énergétique sur les smartphones et tablettes, puis sur les « wearables », sans qu'Intel et AMD ne trouvent une parade. Or, désormais, ARM – via des partenaires comme Qualcomm, NVIDIA ou encore Apple – fait le forcing sur le marché des ordinateurs personnels, des PC d'entreprises et des serveurs ! Et Intel et AMD tentent de contrer l'offensive. Les solutions mises en œuvre sur les Zen 5 d'AMD ou encore les Lunar Lake d'Intel montrent qu'il est possible de rendre l'architecture x86 historique plus efficiente, mais parfois au détriment de la course à la performance. Intel et AMD ont annoncé cette semaine la création du « x86 Ecosystem Advisory Group » (Groupe Consultatif pour l'Ecosystème x86)

qui a pour objectif de présenter l'architecture x86 comme un front uni afin de la faire évoluer plus fortement et plus rapidement mais aussi afin de contrer la menace posée par l'architecture ARM même si l'ennemi n'est jamais cité dans les communiqués annonçant cette alliance. « Nous sommes à l'aube d'un des changements les plus significatifs dans l'architecture et l'écosystème x86 depuis des décennies – avec de nouveaux niveaux de personnalisation, de compatibilité et d'évolutivité nécessaires pour répondre aux besoins actuels et futurs des clients » a ainsi déclaré Pat Gelsinger, PDG d'Intel. « Nous sommes fiers de nous tenir aux côtés d'AMD et des membres fondateurs de ce groupe consultatif, alors que nous préparons l'avenir de l'informatique, et

nous apprécions profondément le soutien de tant de leaders de l'industrie. » Un groupe qui comporte des entreprises (Broadcom, Dell, Google, HPE, HP, Lenovo, Meta, Microsoft, Oracle et Red Hat) mais aussi deux individus célèbres, en l'occurrence Linus Torvalds (créateur de Linux) et Tim Sweeney (fondateur de l'éditeur de jeux vidéo Epic). « La création de ce Groupe garantira que l'architecture x86 continue d'évoluer en tant que plateforme de calcul de prédilection pour les développeurs comme pour les clients, » a ajouté de son côté Lisa Su, présidente et PDG d'AMD. Une question demeure... Cette réaction n'est-elle tout simplement pas trop tardive ?

UNE CARTE DE VISITE VIRTUELLE ?

La dernière idée lancée par Instagram

Instagram dévoile ses Profile Cards, une nouvelle fonctionnalité qui fonctionne comme une carte de visite numérique, permettant aux utilisateurs de se connecter et de partager plus facilement leur profil.

Il y a un mois, Meta continuait de « sécuriser » son réseau Instagram en instaurant les nouveaux « Comptes Adolescents ». Un peu plus tôt, ce sont les pages de profil qui disposaient d'un petit côté MySpace plutôt bienvenu. Aujourd'hui, le groupe lance les « Profile Cards », soit des cartes de visite virtuelles.

Les cartes de visite virtuelles débarquent sur Instagram

Concrètement, le format adopté par Instagram pour la forme d'une petite carte (virtuelle), qui permet à l'utilisateur d'afficher un bref résumé de son activité sur Instagram, sans oublier la photo de profil, la bio, les liens ainsi que de la musique, le tout sur une image de fond personnalisable. À l'arrière, on retrouve également un QR code.

Selon Meta, ces cartes de visite virtuelles constituent un nouveau moyen simplifié de partager ses informations Instagram. Elles peuvent également faire office d'outil créatif, permettant aux créateurs de s'exprimer à travers leur bio, leur choix de chanson, leur photo de profil et leur image d'arrière-plan.

Pour accéder à votre carte de visite Instagram, il suffit de cliquer sur l'option « Partager votre profil ». Dès lors, vous aurez la possibilité de visualiser et de modifier votre précieuse Profile Card avant de la partager en ligne.

Une forme de CV pour de nombreux utilisateurs

Pour Meta, il s'agit de permettre à la jeune génération d'utiliser toujours un peu plus leur compte Instagram comme une forme de CV. Une carte de visite virtuelle permet ainsi aux influenceurs en devenir de rapidement présenter leurs activités aux marques et autres partenaires.

Rappelons que cela fait quelques années déjà qu'Instagram permet de partager les profils au travers d'un QR code.

Avec les nouvelles Profile Cards, le géant américain optimise son système de partage en permettant d'afficher rapidement un aperçu de ses intérêts et de ses contenus afin de conduire à davantage d'interactions qu'avec un simple QR code.

Jeune poule				Contrat de travail en France (initiales)		Première page		Adiposités		Partie d'un pain		Département français	
Dieu des mers		Postérieur										Dessus du panier	
								Tiret		Faisceau lumineux Plusieurs Leu			
Vole sans agiter les ailes		Apostiller		Canard nordique		Reproducteurs Vil							
					Fleuve italien		Mouette						
Contre les interférences Acide ribonucléique													Réputation
			Verso Situations				Cité légendaire Ourlets			Poète		Durillon	
Coupole Exhumér					Nouveaux soldats	Retirer Relatif au vent					Cobalt Île française		
								Boisson visqueuse Erbium					
Fée dans la mythologie indienne	Pour unir Ordre d'oiseaux			Dieu des vents					Commune picarde Sur une plaque de nos voisins (initiales)				
				Différentes institutions d'une religion Assassinats							Voies citadines	Coiffure militaire	
Araire		Publie						Voile intégral Premiere personne du singulier					
							Abri douillet		Lever le cul Lustrées				
Lettre grecque		Possessif Atome								Mèche rebelle Schutz-staffel			
			Mètre-seconde			Annonce la spécialité		Posa Reptiles sauriens					
Fibre textile Picrate					Décrets Département français						Singes	Astate	
			Sauvez nos âmes (initiales) Ivre				Envoyé du gouvernement (initiales)			Arrose St Omer Fin d'infinitif			Prénom féminin
Accusé		Choisis		Crochet de boucher		Lorgnette							
							Purifié Beau perroquet					Démonstratif	
Hâlés	Sable mouvant Ruthénium					Imbécile Poste de commandement				Chaine info française (initiales) Sélénium			
					Écrasées								
Usagée					Occasion				Villa italienne				

2,8 milliards d’habitants n’ont pas les moyens de se nourrir sainement dans le monde

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré mercredi que le monde comptait 2,8 milliards d'habitants qui n'ont pas les moyens de se nourrir sainement, alors que le nombre de personnes touchées par la malnutrition atteignait 733 millions. A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, célébrée le 16 octobre de chaque année, Guterres a rappelé que "2,8 milliards de personnes dans le monde n'ont pas les moyens de se nourrir sainement. Ce total inclut les personnes en surpoids, alors que les taux d'obésité à l'échelle mondiale montent en flèche".



Tebboune s’entretient avec le président du Conseil présidentiel libyen

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu, mercredi, en tête à tête, avec le président du Conseil présidentiel libyen, M. Younes El Menfi qui effectue une visite officielle en Algérie. Auparavant, le Président de la République a réservé, au siège de la Présidence de la République, un accueil officiel au président du Conseil présidentiel libyen. M. Younes El-Menfi était arrivé mercredi matin à Alger dans le cadre d'une visite officielle. Il a été accueilli à son arrivée à l'Aéroport international Houari-Boumediene d'Alger par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, et le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf.

Le président de la République reçoit le président de l'Afreximbank

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier au siège de la présidence de la République, le président de la Banque africaine d'Import-Export "Afreximbank", Benedict Oramah, indique un communiqué de la présidence de la République. Ont assisté à cette rencontre, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, le ministre des Finances et le directeur de la Banque d'Algérie, précise la même source.

SAID AYACHI, PRÉSIDENT DU CNASPS

«La décision de la justice européenne est une victoire importante pour le peuple sahraoui»

«La haute chambre de la justice de l'Union européenne a clairement établi une distinction entre le territoire du Maroc et celui du Sahara occidental », a déclaré ce mercredi Dr. Said Ayachi, président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS) sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio algérienne. « C'est une victoire significative dans la lutte du peuple sahraoui pour recouvrer son indépendance. Désormais, nous avons un avant et un après 4 octobre », a affirmé

le président du CNASPS lors de son passage dans l'émission L'Invité du jour. Il a qualifié l'Arrêt rendu public par la Cour de justice de l'Union européenne concernant les accords commerciaux entre le Maroc et l'UE, qui incluaient illégalement les territoires sahraouis, de « tremblement de terre pour le Mekhzen ». Cette décision revêt une importance politique majeure, au-delà de son aspect économique, et confirme à la fois « l'existence du peuple sahraoui et sa souveraineté sur ses richesses », a ajouté Dr. Ayachi.

En abordant les dernières évolutions et les nombreuses victoires du peuple sahraoui, l'invité de la Chaîne 3 a salué le travail accompli par l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, malgré les entraves marocaines. « À l'issue de sa visite dans les territoires occupés, Staffan de Mistura a réalisé un travail remarquable. Il présentera son rapport, ce mercredi, devant le Conseil de sécurité de l'ONU à l'occasion de sa réunion annuelle », a-t-il fait savoir.

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Les économistes institutionnalistes à l'honneur à Stockholm

L'attribution du Prix Nobel d'économie a clôturé la saison 2024 des Prix dans les six catégories que disperse l'Académie Royale suédoise des sciences. Cinq catégories ont été mentionnées dans le testament d'Alfred Nobel (Paix, Littérature, Chimie, Physique et Médecine-physiologie). Le sixième, le dernier en date, celui de sciences économiques a été introduit par le comité Nobel en 1969 et porte le nom de Prix de sciences économiques de la Banque de Suède en l'honneur à Alfred Nobel. Exceptés les prix de la Paix (Japon) et celui de Littérature (Corée), tous les autres (quatre) ont été attribués à des américains, parfois associés avec d'autres nationalités (anglais, canadien, turc). Encore une fois, la puissance des universités américaines exerce une hégémonie quasi-totale sur la recherche dans tous les domaines des savoirs. Revenons à l'économie, objet de notre chronique. Le "Nobel d'économie" de cette année récompense des travaux sur la relation entre institutions et prospérité. Voilà un sujet qui sort des traditionnels sujets de modélisation mathématiques des phénomènes économiques sous des hypothèses de rationalité des comportements et des marchés parfaits. En effet, il récompense trois chercheurs travaillant aux États-Unis, l'Américano-Turc Daron Acemoglu et les Britannico-Américains Simon Johnson et James A. Robinson, "pour leurs études sur la façon dont les institutions sont formées et affectent la prospérité". « Les lauréats de cette année ont été les pionniers de nouvelles approches, à la fois empiriques et théoriques, qui ont fait progresser de manière significative notre compréhension des inégalités mondiales », a précisé le Président du Jury devant la presse présente à Stockholm. Et d'ajouter : "Les sociétés où l'État de droit est médiocre et où les institutions exploitent la population ne génèrent pas de croissance ni de changements positifs", a-t-il insisté. De son côté, le lauréat D. Acemoglu a déclaré que : « Les régimes autoritaires auront plus de mal à obtenir des résultats durables à long terme en matière d'innovation". Les travaux d'Acemoglu (seul ou en collaboration avec

l'autre lauréat, Robinson) ont porté sur l'importance des institutions dans le développement économique et il a accordé un intérêt particulier aux droits de propriété (il est resté, sur ce sujet, fidèle à la pensée institutionnaliste comme Coase, North, Williamson, Commons...). L'apport considérable de D. Coase à la théorie des droits de propriété et son application dans l'analyse des coûts de transactions et des coûts d'agence a révolutionné les approches sur la firme et les marchés. C'est avec ce mouvement dit « institutionnaliste » en économie que la discipline s'est ouverte à d'autres disciplines des sciences sociales comme l'histoire, l'anthropologie ou encore le droit. Pourquoi nous nous intéressons à cette attribution du Prix Nobel d'économie de cette année ? La réponse est évidente ; si l'on contextualise ces approches dans les pratiques des politiques de développement dans notre pays on trouve certainement un intérêt à s'y intéresser. D'abord les institutions (définies comme des règles, des codes, des structures, qui affectent le comportement des agents économiques) ont une importance majeure dans l'élaboration, la conduite et l'évaluation de ces politiques, ensuite leur qualité devient critique lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des politiques particulières comme l'innovation, la gestion des risques, les transitions de toutes sortes et encore plus dans le domaine de la régulation et des politiques de la concurrence. Ce sont souvent les institutions qui constituent le facteur distinctif dans la compétition internationale. L'une des institutions des plus importantes dans l'économie moderne, ce sont les droits de propriété. Comment ces droits sont consacrés ? Comment ils sont exercés ? Comment ils peuvent être transmissibles et d'une manière générale comment en faire un usage utile et profitable pour leurs titulaires. Les marchés sont l'autre type d'institutions d'une importante capitale dans une économie, particulièrement en matière d'allocation des ressources. Nous avons consacré plusieurs chroniques à ce sujet des institutions et à leurs faiblesses dans le système économique algérien. Le cas le plus exemplaire dans le domaine des droits de propriété comme institution est

celui de l'organisation et de la gestion du secteur public marchand et en particulier la gouvernance des groupes industriels, des Holdings qui sont tous des catégories relevant des EPE (Entreprise Publique Economique) dont le statut et l'exercice des droits de propriété demeurent un obstacle majeur à leur performance. L'économie informelle, fortement présente dans de nombreux domaines (emplois, services, et même dans la production) et elle est aussi régie par des institutions spécifiques très puissantes mais qu'on ne connaît pas ou du moins on ne connaît pas leur fonctionnement, leur enracinement (codes, règles non écrites, arbitrages des différends, formes de solidarité et d'entraide, modes de financement...). D'un côté, notre économie n'est pas dotée des institutions d'une économie moderne (marchés concurrentiels, règles juridiques impersonnelles, autorités de régulation et de contrôle, etc.) et de l'autre, des institutions parallèles existent bel et bien et que nous ignorons par méconnaissance ou par paresse et pourtant celles-ci sont présentes et efficaces selon leur logique. Nous devons nous inspirer des approches de l'économie institutionnelle pour mieux comprendre le fonctionnement des institutions qui existent et pour mettre en place celles qui manquent à une économie moderne. Une dernière question ou même deux : Pourquoi les décideurs ne consultent pas ou pas suffisamment les experts ? Parce que ces derniers ne sont pas compétents ou parce qu'on n'a pas pris conscience des enjeux d'une économie avec des institutions de qualité médiocre ? Pourquoi les économistes, les historiens, les sociologues, les juristes ne travaillent pas ensemble sur de grands sujets comme le développement économique et social ? Peut être parce qu'il n'y a plus ces profils dans nos universités ? Ou encore une fois on n'a pas pris conscience de la pertinence des approches pluridisciplinaires dans la compréhension et la résolution des grands problèmes de notre pays ? Voilà pourquoi on a consacré une chronique au sujet du Prix Nobel d'économie 2024.